Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 5 mai 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°373 ■

FAO

Les prix alimentaires mondiaux en hausse pour le 2e mois consécutif en avril

P 4

LE MINISTRE REKHROUKH L'A SOULIGNÉ À L'OUVERTURE D'AFIC 10

L'Algérie prête à renforcer sa présence économique en Afrique

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a affirmé, samedi à Alger, que grâce à ses atouts économiques, l'Algérie était prête, plus que jamais, à renforcer sa présence au double plan régional et continental. P 3

● Le Président Tebboune honoré

CONTRIBUTION/ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

L'investissement comme levier de redynamisation

Compte tenu des évolutions de la situation géopolitique et des enjeux stratégiques pour les prochaines années, l'Algérie et l'Union Européenne sont appelées à concevoir une nouvelle vision de coopération. La modernisation de l'accord d'association à travers une approche plus réaliste et objective devient nécessaire pour assoir les bases d'un partenariat durable et mutuellement bénéfique.

P 2

DANGERS DU MAUVAIS USAGE DES RÉSEAUX SOCIAUX

Lancement d'une vaste campagne de sensibilisation

Le ministre des Postes et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki, accompagné du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Kamal Baddari, a donné, hier à Alger, le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de sensibilisation sur les dangers du mauvais usage des réseaux sociaux.

P 5

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

L'appel du ministre des Finances aux Banques

Le ministre des Finances, M. Laaziz Faïd, a présidé, hier samedi, à l'École Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger, la tenue des travaux de l'Assemblée Générale de l'Association Professionnelle des Banques et des Institutions Financières (ABEF), en présence du président de ladite association ainsi que des directeurs généraux des banques.

P 16

OPEP+

L'Irak et le Kazakhstan procéderont à des réductions supplémentaires pour absorber leur surproduction P 2

FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Large engouement des Mauritaniens P 3

GHARDAÏA

Plus d'une centaine d'encadreurs en formation en prévision du RGA P 5

PÉTROLE

Le Brent baisse à 82,96 dollars

Les cours du pétrole ont baissé vendredi devant les craintes d'un affaiblissement de la demande américaine après des chiffres de l'emploi plus faibles que prévu. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a cédé 0,84% à 82,96 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, a glissé de 1,06% à 78,11 dollars. Le mois dernier, 175.000 emplois ont été créés aux Etats-Unis, contre 315.000 en mars et 240.000 attendus par les analystes. Le taux de chômage a lui légèrement augmenté, à 3,9% contre 3,8%. "Un rapport sur l'emploi plus faible pourrait signifier une croissance économique ralentie et donc abaisser la demande d'énergie", a indiqué Andy Lipow de Lipow Oil Associates pour expliquer le repli des cours.

OPEP+

L'Irak et le Kazakhstan procéderont à des réductions supplémentaires pour absorber leur surproduction

L'Irak et le Kazakhstan vont procéder à des réductions supplémentaires de leur production de pétrole pour compenser le dépassement de leurs quotas durant les trois premiers mois de l'année, a indiqué vendredi l'Opep+. L'Irak réduira sa production de 602.000 barils par jour, soit l'équivalent de sa surproduction au premier trimestre, et le Kazakhstan de 389.000 barils par jour, précise l'Organisation des pays exportateurs de pétrole dans un communiqué. "La totalité des volumes excédentaires sera entièrement absorbée d'ici à la fin de l'année", souligne la même source. "En outre, toute surproduction qui pourrait" être constatée dans les chiffres de production à paraître du mois d'avril pour ces deux pays devront également faire l'objet d'un rattrapage d'ici la fin 2024, affirme l'Opep+ dans son communiqué. L'Opep a par ailleurs réitéré dans son communiqué "l'importance cruciale d'adhérer à la pleine conformité" des objectifs de production de chacun des membres.

CONTRIBUTION/ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

L'investissement comme levier de redynamisation

Compte tenu des évolutions de la situation géopolitique et des enjeux stratégiques pour les prochaines années, l'Algérie et l'Union Européenne sont appelées à concevoir une nouvelle vision de coopération. La modernisation de l'accord d'association à travers une approche plus réaliste et objective devient nécessaire pour assoir les bases d'un partenariat durable et mutuellement bénéfique.

Par Abderrahmane Hadef (*)

Il est important de travailler pour la levée et l'élimination des contraintes qui ont longuement entravé la bonne mise en œuvre de l'accord d'association. Un dialogue franc et direct doit être mené pour corriger et apporter les bonnes dispositions pour rendre l'accord un instrument effectif pour le développement commun.

Aussi et au-delà du dialogue à mener pour une meilleure compréhension, il devient nécessaire de renforcer cet accord par des instruments d'exécution et d'une feuille de route opérationnelle en adéquation avec la conjoncture et surtout la réalité du monde. Il s'agit de faire évoluer ce partenariat d'une conception purement commerciale vers une approche économique durable avec une réelle promotion de la dimension investissement.

Il est important de faire valoir les atouts existants en Algérie et au niveau de l'Union Européenne pour pouvoir faire face aux défis stratégiques tels que la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire, le phénomène de l'immigration et des changements climatiques.

Les visites des hauts responsables européens en Algérie, avec les déplacements de Joseph Borell Haut représentant des affaires étrangères de l'UE, et avant lui de Charles Michel le Président du conseil de l'EU, doivent donner une impulsion nouvelle à l'accord pour passer à une nouvelle étape en phase avec les enjeux et priorités des deux parties.

Dans un autre registre, il est nécessaire d'avoir une approche pragmatique par la définition des secteurs prioritaires sur lesquels les deux parties doivent concevoir des projets de partenariat à l'exemple de la transition énergétique, l'agriculture et l'agro-industrie, l'économie verte etc.

Il devient aussi nécessaire de réfléchir sur la mise en place de nouvelles chaînes de valeurs Algéro-Européenne dans des secteurs considérés comme stratégiques à l'instar de celui de l'énergie par le développement de production dans les sources d'énergies particulièrement les renouvelables comme le solaire et l'hydrogène vert.

Les deux parties disposent d'innombrables atouts permettant de renforcer le développement coopération économique diversifiée et durable. Le contexte et changement que connait l'ordre économique imposent de la diligence dans rénovation et la modernisation de l'accord d'association pour un vrai partenariat gagnant-gagnant.

(*) Consultant international en développement économique

HAUT CONSEIL DE RÉGULATION DES IMPORTATIONS

Le CREA intègre la composante

La composition du Haut Conseil régulation des importations vient d'être élargie. Selon un récent décret publié au Journal officiel N°29, portant création du haut conseil de la régulation des importations, fixant sa composition et définissant ses missions, il est stipulé l'intégration du président du Conseil du renouveau économique algérien. L'intégration du CREA vise à élargir la consultation aux opérateurs économiques sur les questions liées aux importations.

Pour rappel, l'article 1 du décret n° 23-284 du 1er août 2023 stipulait que le Haut conseil, présidé par le Premier ministre, est composé des ministres des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de l'Industrie et de la production pharmaceutique, de l'Agriculture et du développement rural, de la Justice, garde des Sceaux, des Finances, de l'Énergie et des mines, de la Numérisation et des Statistiques, de la Poste et des Télécommunications, du Commerce et de la Promotion des exportations, des Transports, du Tourisme et de l'Artisanat, de l'Environnement, de la Pêche et des Productions halieutiques, ainsi que du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, du président du Conseil national économique, social et environnemental, du Gouverneur de la Banque d'Algérie, du directeur général des douanes et du président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers. Le Haut Conseil de régulation des importations est chargé de déterminer et d'orienter la politique appliquée en matière de régulation des importations, d'examiner et de proposer toute mesure visant la régulation des importations, et enfin de proposer les mesures visant à protéger la production nationale pour la substituer aux importations. Il est aussi question de proposer des mesures pour améliorer le système d'information lié à la détermination des besoins du marché national, mais aussi visant la lutte contre les pratiques commerciales illicites lors de l'importation. Il est également tenu d'évaluer périodiquement les données liées à la balance commerciale, notamment en ce qui concerne l'importation, de proposer les mesures de renforcement de la coordination intersectorielle en matière de régulation des importations, et de proposer des mesures visant à renforcer la lutte contre le phénomène de la surfacturation à l'importation. Cet organisme est aussi chargé de présenter au président de la République un rapport annuel sur son activité ainsi que sur l'évaluation de l'exécution des mesures proposées.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE MINISTRE REKHROUKH L'A SOULIGNÉ À L'OUVERTURE D'AFIC 10 :

L'Algérie prête à renforcer sa présence économique en Afrique

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a affirmé, samedi à Alger, que grâce à ses atouts économiques, l'Algérie était prête, plus que jamais, à renforcer sa présence au double plan régional et continental.

Synthèse S R

«Notre pays est prêt, plus que jamais, à renforcer sa présence au double plan régional et continental, au vu de la grande expérience acquise dans divers domaines économiques, qui lui a permis de participer activement au développement du commerce intra-africain», a déclaré le ministre dans son allocution prononcée lors de l'ouverture des travaux de la 10e édition du Forum africain de l'Investissement et du Commerce (AFIC10). Le ministre a cité, à cet effet, l'exportation de nombreux produits hors hydrocarbures vers les pays africains, à travers l'ouverture de passages économiques frontaliers afin de réaliser davantage d'acquis dans le cadre du commerce intra-africain.

Dans ce contexte, M. Rekhroukh a fait part de la profonde conviction de l'Algérie que «son développement ne saurait se réaliser sans une ouverture sur les pays voisins, notamment les pays du Sud», ajoutant qu'elle est parfaitement consciente du caractère stratégique des infrastructures régionales telles que la route Transsaharienne avec son principal axe Alger-Lagos, ainsi que la route reliant Tindouf à Zouerate (Mauritanie), auxquelles elle accorde une grande importance en tant qu'accès «extrêmement important» en Afrique de l'Ouest, en sus du projet de la ligne ferroviaire transsaharienne qui lui permettra de réaliser la profondeur stratégique africaine escomptée.

Le soutien continu de l'Etat à la concrétisation de ces grands projets continentaux s'inscrit dans le cadre de l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, envers les questions africaines et sa volonté d'améliorer la coopération, de promouvoir et de renforcer les outils de développement, à travers la création de plusieurs zones franches entre l'Algérie et les autres pays africains, a rappelé le ministre.

Selon M. Rekhroukh, la création de ces zones permettra de capter des investissements, de stimuler et d'augmenter le volume des échanges commerciaux ainsi que d'insuffler une dynamique économique et de développement et de créer des postes d'emploi, ce qui est à même de contribuer à accélérer le développement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), entrée en vigueur ces dernières années, appelant les Africains à unifier leur vision en cette ère marquée par la multiplication des blocs économiques régionaux et à mobiliser les moyens nécessaires pour accélérer l'intégration économique du continent.

Concernant l'AFIC10, le ministre a estimé que cette édition se voulait «un véritable espace pour construire des partenariats durables et efficaces et renforcer les efforts visant à concrétiser une intégration économique continentale afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda de l'Afrique pour l'horizon 2063».

Cet événement permettra également «l'échange d'expériences et de connaissances entre les participants sur l'avenir du commerce africain, la création d'un pôle solide et homogène transfrontalier entre les Etats, et les organisations internationales et régionales, ainsi que la proposition de mécanismes de coopération efficace pour faciliter les échanges commerciaux entre les pays du continent africain», selon le ministre.

AFIC10

Le Président Tebboune honoré

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été honoré, samedi à Alger, par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID) pour ses efforts en faveur du développement économique et du renforcement de la coopération africaine. Un cadeau symbolique destiné au président de la République a ainsi été remis par le président du Centre arabo-africain d'investissement et de développement, M. Amine Boutalbi, au ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Lakhdar Rekhroukh. Le président de la République a été honoré à l'occasion de la tenue de la 10e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce (AFIC10), sous le thème "AFIC10 : la route vers le marché africain", en présence des représentants de plusieurs départements ministériels et du corps diplomatique accrédité en Algérie, ainsi que d'hommes d'affaires et d'opérateurs économiques de plus de 40 pays africains.

FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Large engouement des Mauritaniens

La 6e édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott (Mauritanie) connaît un large engouement du grand public et des opérateurs économiques mauritaniens, indique samedi un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Cette foire enregistre, depuis son ouverture le 2 mai, un large engouement des opérateurs économiques mauritaniens désireux de conclure des contrats commerciaux avec leurs homologues algériens dans différents domaines, dont le bâtiment et les travaux publics, les industries pharmaceutiques, les produits cosmétiques, les industries agroalimentaires et les services tels que le transport international, précise la même source. Dans ce cadre, les opérateurs économiques mauritaniens ont eu des rencontres B2B avec leurs homologues algériens, ajoute le communiqué, qui a également relevé "l'engouement des familles mauritaniennes pour les produits algériens". La 6e édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott se poursuit avec la participation de 183 exposants de différents secteurs économiques, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme des manifestations économiques algériennes à l'étranger. Cette manifestation économique, prévue jusqu'à mardi prochain, est le fruit des efforts consentis par les autorités des deux pays pour renforcer la coopération économique et mettre en avant les produits nationaux et les capacités algériennes dans divers domaines.

FORUM AFRICAIN SUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE «AFIC 10»

«L'Afrique, c'est l'avenir»

Par Réda Hadi

C'est hier que s'est ouvert le dixième Forum Africain de l'Investissement et du Commerce, organisé par le Centre Arabo-africain de l'investissement et du développement (CAAID) sous le slogan « La route vers le marché africain». Une occasion pour Amine Boutalbi, directeur général du Centre Arabo-Africain d'Investissement et de Développement, de réaffirmer le rôle de l'Algérie dans la dynamique intra-africaine et la détermination africaine d'un échange Sud-Sud.

A ce sujet, des observateurs, soulignent que ce forum, qui a connu un grand succès au cours de ses précédentes sessions, est considéré comme l'un des événements économiques africains les plus importants. Il a permis cette année de regrouper d'importantes organisations et organismes nationaux et internationaux. De même qu'il y sera traité à travers de nombreux séminaires et ateliers de l'évolution économique en Afrique, notamment un focus sur les objectifs de l'agenda Africaine 2063 et le processus de renforcement du commerce interafricains et l'instauration de la grande zone de libre-échange , le débat sur les mécanismes de transformation économique vers l'économie du savoir et de l'innovation , et des questions de l'environnement dans le contexte de changement climatique , ainsi que les moyens de renforcement de la coopération économique et des échanges entre les Pays Arabes et Africains.

A l'occasion de son discours d'ouverture, Boutalbi a souligné que l'Afrique, longtemps perçue à travers le prisme de stéréotypes négatifs, se redéfinit aujourd'hui par une vitalité économique remarquable. Selon lui, le continent est désormais à l'avant-garde de l'économie mondiale, avec des prévisions de croissance impressionnantes. Aussi, a-t-il soutenu, une hausse de 52 % du volume des échanges commerciaux est attendue, avec des exportations internes qui devraient franchir le seuil des 560 milliards de dollars d'ici 2025. Ces chiffres témoignent de l'intérêt croissant des investisseurs internationaux pour l'Afrique.

D'ailleurs lors du précèdent Forum, des ambassadeurs présents ont fait part du rôle central de l'Algérie dans la promotion de l'investissement en Afrique, en l'invitant à partager son expertise notamment en matière d'exploitation des hydrocarbures, tout en affichant la volonté de leurs pays respectifs à fournir toutes les facilitations nécessaires pour encourager l'accès des produits algériens à leurs marchés. L'accent a été également mis sur l'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour booster l'échange commercial et le partenariat entre les pays africains. Or lors de ce présent forum, l'accent sera mis, sur la nécessité de plus développer les échanges interafricains et paritairement ceux Nord-Sud.

Ce Forum est considéré comme l'une des plus importantes manifestations économiques africaines. C'est une importante plate-forme efficace, mise en place en coopération avec les organisations et organismes nationaux et internationaux, pour l'organisation de séminaires et d'ateliers de qualité qui tiennent comptes des développements économiques de notre Continent; un espace de rencontres bilatérales et B2B pouvant aboutir à des transactions, accords et partenariats.

En marge du Forum se tiendra un Salon dédié à tous les secteurs d'activités tels que l'agriculture, les industries agroalimentaires, électroniques, pharmaceutiques, le tourisme, les services, la transition numérique, l'énergie et les énergies Renouvelables, le bâtiment et les travaux publics ainsi que la Santé. Il y sera également question d'exportations, des transports et logistique, des zones franches et des investissements.

Environ 800 personnalités sont attendues à ce rendez-vous continental dont de 250 exposants , des experts et des représentants de 39 pays africains, du Moyen-Orient et de l'Europe, spécialistes dans différents domaines, ainsi que des représentants de chambres de commerce nationales , internationales et académiques.

Des participants affirment que le rôle de l'Algérie dans cette dynamique d'échanges, est important et ce d'autant plus, que la nouvelle loi sur l'investissement, offre des incitations attrayantes aux investisseurs étrangers, et selon certains, cette même loi peut servir d'exemple aussi. Pour preuve, soutiennent –ils, que, grâce à cette nouvelle législation, les exportations algériennes ont connu un bond significatif, atteignant dix milliards de dollars en deux ans, consolidant, ainsi la réputation des produits algériens pour leur qualité et leur compétitivité sur les marchés africains.

ALGÉRIE-FERRIES

Des offres promotionnelles attendues pour l'été

La compagnie algérienne de navigation maritime, Algérie Ferries, filiale de l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV), est en passe de lancer des promotions spéciales pour la communauté nationale établie à l'étranger.
Des promotions pouvant aller jusqu'à 50% de réduction à l'occasion de la saison estivale. C'est ce qu'a révélé, ce samedi, le ministre des Transports, Mohamed Habib Zahana, lors d'un point de presse.
En réponse à une question sur les préoccupations de la communauté algérienne relatives à la cherté des billets de voyage, le ministre a affirmé que son département « « est à l'écoute de la communauté algérienne » soulignant qu'il « applique les instructions du président de la République Abdelmadjid Tebboune pour réduire les prix des billets en faveur de la communauté algérienne ».
Louant les offres promotionnelles, notamment « Osra-Famille » de la compagnie nationale aérienne, Air Algérie, le ministre a déclaré que « la Compagnie nationale de transport maritime de voyageurs devrait suivre les traces d'Air Algérie et proposer également des offres promotionnelles pour la communauté nationale établie à l'étranger ».
Dans ce sillage, le ministre a instruit les directeurs des infrastructures portuaires d'entamer des opérations de réhabilitation de toutes les gares maritimes en prévision de la saison estivale.
Faisant le point sur le dossier d'investissement dans les bateaux de plaisance, le ministre a affirmé qu'« actuellement, nous étudions tous les dossiers d'investissements soumis au ministère » relevant que « les opérateurs économiques ont sollicité le ministère pour les accompagnés dans leurs procédures auprès des Banques ». « Nous accompagnerons les investisseurs jusqu'à ce qu'ils atteignent les objectifs fixés pour ce type de transport" » a-t-il ajouté.

HABITAT

Belaribi inspecte les travaux du projet de stade de Douera

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a effectué une visite inopinée au stade de Douera pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de réalisation de ce projet, indique samedi un communiqué du ministère. M. Belaribi a entamé sa visite, qui a eu lieu vendredi soir, par l'inspection du centre de contrôle, dont les travaux de la façade extérieure ont été achevés, selon le communiqué, qui précise que le centre compte cinq étages, avec un salon présidentiel et VIP et une zone de presse au premier niveau, des bureaux administratifs et des lieux d'hébergement pour les joueurs aux deuxième et troisième étages et des salles de contrôle, cœur battant du centre, au dernier étage.
Le ministre a, dans ce cadre, ordonné l'achèvement des travaux de câblage et de toiture, où le taux d'avancement est de 90%. M. Belaribi a également visité les étages inférieurs du stade, où le taux d'avancement des travaux est de 90%, notamment l'aile réservée aux vestiaires des joueurs et la zone FIFA. Le ministre a également inspecté les travaux de réalisation de la salle de conférences, insistant sur « le nécessaire achèvement des travaux dans les plus brefs délais ». Il a aussi donné des instructions pour « doter cette salle des équipements et technologies les plus modernes ».
Au niveau de l'entrée principale du stade, le ministre a donné des instructions pour la doter d'un écran géant, qui lui donnera plus d'éclat. Il a en outre ordonné le maintien du système 3×8, indique le communiqué, précisant que plus de 800 ouvriers travaillaient actuellement sur le chantier.

FAO

Les prix alimentaires mondiaux en hausse pour le 2e mois consécutif en avril

Les prix des denrées alimentaires dans le monde ont augmenté pour le deuxième mois consécutif en avril, portés par la hausse des prix de la viande, des produits laitiers et des céréales, selon un rapport de la FAO publié vendredi, rapporte l'APS. L'indice des prix des denrées alimentaires calculé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a crû de 0,3% par rapport à mars.
Il avait reculé chaque mois de août à février. La tendance est d'ailleurs toujours à la baisse sur un an, avec un repli des prix de 9,6% par rapport à la même période en 2023. En avril cette année, c'est le prix de la viande qui a le plus augmenté (+1,6%). Le prix des céréales a de son côté augmenté de 0,3%. Le blé a notamment grimpé en raison de conditions météo défavorables pour la prochaine récolte dans certains pays de l'Union européenne, en Russie et aux Etats-Unis. Celui des huiles a aussi progressé de 0,3%, tiré par les huiles de tournesol et de colza. Parmi les denrées dont le prix a baissé: le sucre (-4,4%). La production s'annonce plus importante que prévu en Inde et en Thaïlande, tandis que l'arrivée de pluies en Brésil fin mars-début avril a permis d'atténuer les craintes sur la récolte qui vient d'y débuter, explique la FAO.
Les prix des produits laitiers ont, eux, reculé de 0,3% dans leur ensemble, même si les prix du beurre continuent d'augmenter en raison notamment d'une baisse des stocks en Europe de l'Ouest.

MANŒUVRES INTERNATIONALES DE LA PROTECTION CIVILE À BOUIRA

Participation de la Tunisie

Une équipe de la protection civile tunisienne, composée d'une cinquantaine d'agents, est arrivée vendredi soir à Bouira pour prendre part à une manœuvre internationale de simulation d'un séisme auquel participent depuis jeudi des détachements de renfort de première intervention (DRPI) issus de 42 wilayas du pays, a-t-on constaté.
Venue de Tunisie par route via le poste frontalier d'Oum Tboul, cette équipe « va participer à l'exercice international simulant un séisme de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter dont l'épicentre a été localisé à quelques km au sud-est de la commune d'Oued El Bardi », a expliqué à l'APS le colonel Nassim Bernaoui, chargé de la communication à la direction générale de la Protection civile (DGPC). Composée d'une cinquantaine agents tous grades confondus, l'unité de la protection civile tunisienne a déployé d'importants moyens matériels, dont des camions, et des fourgons de transport de blessés et autres véhicules de logistique, et ce pour participer à cette manœuvre internationale lancée jeudi avec la participation de détachements d'intervention de 42 wilayas du pays, selon les détails fournis par le colonel Bernaoui à l'APS. Dès son arrivée, l'équipe tunisienne a participer à des réunions* d'organisation à Oued El Bardi, ainsi que des formations de recyclage avant de lancer ses interventions sur le terrain à partir de dimanche.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 افريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 avril 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	84	97	71	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	74	84	64	الطماطم	
	Oignon sec	108	118	99	البصل الجاف	
	Ail sec	459	533	385	الثوم الجاف	
	Carotte	73	81	65	الجزر	
	Navet	92	101	82	لفت	
	Petit pois	199	218	181	الجلبانة	
	Fève verte	87	97	76	الفول الأخضر	
	Courgette	104	114	94	الكوسة	
	Haricot vert	329	356	301	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	101	113	90	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	453	565	341	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	543	673	413	التمر	
	Orange	173	213	134	البرتقال	
	Citron	154	172	137	الليمون	
	Banane	415	429	401	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1705	1818	1592	لحم البقرالمحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	425	437	412	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur		Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES		430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM		2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00	
SAIDAL		499,00	499,00	0,00	998 000 000

DANGERS DU MAUVAIS USAGE DES RÉSEAUX SOCIAUX

Lancement d'une vaste campagne de sensibilisation

Le ministre des Postes et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki, accompagné du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Kamal Baddari, a donné, hier à Alger, le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de sensibilisation sur les dangers du mauvais usage des réseaux sociaux.

Par Zahir R

Organisée en coopération avec l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information, cette campagne verra l'organisation durant une semaine (du 4 au 10 mai courant) de plusieurs actions de sensibilisation à travers le pays sur les dangers liés à la mauvaise utilisation des réseaux sociaux. En effet, tous les secteurs, institutions de l'Etat, services de sécurités (gendarmerie nationale et DGSN) et acteurs de la société civile seront mobilisés pour réussir cette campagne de grande importance. Cette campagne, à caractère de sensibilisation, vise à fournir aux utilisateurs des réseaux sociaux des recommandations préventives et des bonnes pratiques pour réduire la gravité des risques auxquels ils sont confrontés dans ces espaces virtuels, notamment ceux liés à la fraude et à la tromperie, en plus de contribuer pour éviter leurs effets négatifs sur la formation de l'individu.
Dans son discours, le ministre Karim Bibi-Triki a expliqué qu'au cours des quatre dernières années, notre pays a réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre du programme élaboré en application des engagements du Président de la République, dans son aspect lié au renforcement des infrastructures de communication et généraliser l'accès aux médias et aux technologies de communication et à Internet en particulier, en soulignant que l'utilisation généralisée d'Internet parmi nos citoyens, avec ses nombreux avantages et ses grands bénéfices, «ne doit pas nous détourner des dangers auxquels sont confrontés les utilisateurs des médias sociaux et les consommateurs de leurs contenu en streaming abondant, car ce dernier comporte souvent des aspects négatifs et des menaces qui peuvent nuire grandement à ceux qui ne sont pas conscients de leurs dangers ou de leurs risques»..

Les services de sécurité tirent l'alarme

Les chiffres de cyberattaques révélés hier par les services de sécurités font froid au dos. Durant la période de 2017 à 2023, pas moins de 29 286 d'affaires ont été signalées, dont 39% liés à des atteintes à la vie privée, selon les chiffres de la DGSN. Dans son exposé, le commissaire Belkheir Amine a fait savoir que 23 553 affaires ont été traitées avec succès par les services de la DGSN avec un taux de 79,49%. Pas moins de 31 414 impliqués dans ces affaires ont été arrêtés et l'enregistrement de 24 325 victimes. L'intervenant qui s'exprimait lors d'une conférence organisée à la Faculté des Sciences de l'Information et de la Communication – Université d'Alger 3, a noté que le nombre de cas est en courbe ascendante depuis 2017, en passant de 2130 affaires liées à la cebyrsécurité à 5138 affaires en 2023 ! Des indicateurs inquiétants nécessitant des actions préventives afin de réduire le nombre de cas de ce genre, notamment avec l'expansion d'utilisation d'internet et le développement de nouveaux services digitaux. Pour sa part, le représentant de la Gendarmerie nationale, Capitaine Attafi Mohamed amine a tiré la sonnette d'alarme sur l'ampleur de la cébyrsécurité dans notre pays, notamment sur les affaires en liant avec l'escroquerie. Il a recommandé aux usagers des réseaux sociaux d'être prudents, en évitant le partage de données personnelles, le non paiement de marchandises avant d'être réceptionnées et d'éviter l'accès à des sites non sécurisé.
Par ailleurs, et fin d'atteindre les objectifs de cette campagne, de riches programmes ont été établis au niveau des différents wilayas du pays qui comprennent un certain nombre d'activités et d'événements de quartier, notamment au niveau des universités, des écoles et instituts supérieurs, des établissements d'enseignement, centres de formation professionnelle, centres culturels islamiques et écoles coraniques…
Des espaces et pavillons seront également attribués au niveau des lieux publics, dans le but de sensibiliser les citoyens aux dangers de l'utilisation abusive des réseaux sociaux et de les informer des méthodes et recommandations pour les prévenir, ainsi que d'échanger des expériences et des discussions.
Les expériences réelles des victimes de risques résultant des réseaux sociaux seront également collectées et partagées. En outre, des interventions et des sessions télévisées et radiophoniques seront programmées dans divers médias, en plus des flashs médiatiques qui seront également diffusés sur les réseaux sociaux.

CNJA

Les réalisations accomplies dans le domaine médiatique saluées

Le Conseil national des journalistes algériens (CNJA) a salué, vendredi, les réalisations accomplies par l'Algérie dans le domaine médiatique, appelant à ce titre à "accorder un intérêt aux défis socio-professionnels" auxquels sont encore confrontés les membres du secteur.
Dans un communiqué rendu public, vendredi, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le CNJA a salué "les réalisations importantes accomplies par l'Algérie dans le domaine médiatique, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, grâce auxquelles les médias nationaux ont connu un nouveau départ, fondé sur un système législatif fort qui s'adapte aux enjeux et défis de l'époque, et renforcé par un soutien fort du Président de la République, attestant de l'importance de médias professionnels et responsables qui jouent leur rôle dans la diffusion de l'information correcte et précise".
Le conseil a également tenu à exprimer sa considération "aux journalistes algériens qui font face avec fermeté aux campagnes médiatiques ciblant l'unité et la souveraineté du pays", estimant que "leur dévouement et leur engagement de l'éthique de la profession et la défense de la vérité renforcent la sensibilisation du public et protègent nos intérêts nationaux, en mettant en évidence le rôle de la presse algérienne en tant que rempart solide contre les informations erronées et tendancieuses".
Le CNJA s'est félicité, par la même, des efforts du ministre de la Communication, Mohamed Laagab, visant à "soutenir et promouvoir le secteur de l'information en Algérie, à travers le renforcement du cadre réglementaire et le soutien à la formation des journalistes et à l'amélioration de leur professionnalisme", lit-on dans le communiqué.

GHARDAÏA

Plus d'une centaine d'encadreurs en formation en prévision du RGA

Plus d'une centaine de recenseurs, contrôleurs et superviseurs des dix communes de la wilaya de Ghardaïa participent à un cycle de formation en prévision du lancement du Recensement général de l'agriculture (RGA) prévu du 19 mai au 17 juillet, a-t-on appris samedi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Dans une déclaration à l'APS, le DSA, Sid Ahmed Melahi, a indiqué que les préparatifs du RGA ainsi que la formation des agents recenseurs se déroulent dans de bonnes conditions, précisant que la wilaya de Ghardaïa a été répartie en 75 districts de recensement sur le terrain identifiés avec une localisation cartographique. Il a ajouté que toutes les mesures ont été prises pour mener à bien cette opération avant d'appeler l'ensemble des intervenants particulièrement les agriculteurs et les éleveurs à coopérer pleinement avec les équipes chargées du recensement pour la réussite de l'opération. Le RGA permettra de collecter l'ensemble des données et informations fiables sur le secteur agricole ce qui permettra de "dresser un tableau précis de la situation socio-économique et démographique de ce secteur ainsi que les acteurs y activant", a souligné pour sa part Khaled Djebrit, ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA. Il s'agit également de "connaître le nombre et la taille des exploitations, l'utilisation des terres, les superficies cultivées, l'intensité des cultures, les installations d'irrigation, l'utilisation des intrants agricoles, le cheptel, ainsi que les données démographiques sur les agriculteurs et l'emploi", a-t-il dit. Chaque recenseur doit collecter les données fiables sur le terrain selon un canevas préparé au préalable avant de les saisir et les transmettre par outils informatiques, ce qui améliore la qualité et la fiabilité des données, a précisé M. Djebrit. Des cycles de formation, des campagnes d'information et de sensibilisation ont été lancés à l'adresse des agriculteurs et des éleveurs pour les mettre en confiance et leur expliquer l'intérêt de coopérer pour la réussite du recensement, a-t-il fait savoir. Une rencontre de sensibilisation et d'information sur le RGA dans les wilayas du sud est programmée par l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) le 9 mai à Ghardaïa, signale-t-on. Cette opération statistique d'envergure nationale minutieusement préparée après l'installation de commissions de suivi technique et opérationnel locales composées des différents partenaires et structures du secteur, constitue une étape cruciale pour les pouvoirs publics afin de mettre en œuvre une politique de développement agricole et rurale durable basée sur des données fiables, a ajouté le chargé des statistiques. A noter que le RGA de 2024 est le troisième recensement agricole en Algérie, après ceux effectués en 1973 et 2001.

AÏN TEMOUCHENT

Le recensement général de l'agriculture ciblera plus de 13.000 exploitations agricoles

Le Recensement général de l'agriculture, dont le lancement est prévu le 19 mai courant, ciblera dans la wilaya d'Aïn Temouchent 1.3401 exploitations agricoles, a indiqué le directeur des Services agricoles (DSA), Ghali Boulenouar.

Les exploitations agricoles sont réparties à travers les 28 communes que compte cette collectivité locale du Nord-ouest du pays, dont 1.286 sont localisées dans la commune de Hammam Bouhadjar, 752 à Ghelal et 682 dans la commune de Aïn Kihel, a fait savoir le même responsable.

L'opération sera encadrée par 76 cadres relevant de la DSA, dont 61 agents recenseurs,13 contrôleurs et 02 superviseurs ayant suivi une session de formation spécifique à cette opération, indique-t-on.

Par ailleurs, 25 micro-ordinateurs ont été affectés aux 12 subdivisons de la DSA et reliés au réseau Intranet, afin de procéder au relevé des données statistiques inhérentes à cette action, a fait savoir le premier responsable du secteur.

Le recensement général de l'agriculture 2024, qui démarrera le 19 de ce mois de mai, et qui se poursuivra jusqu'au 17 juillet prochain sous le slogan «information précise, développement durable», est le troisième du genre à avoir été initié à l'échelle nationale, après ceux de effectués en 1973 et 2001, sachant que cette opération vise à identifier le potentiel productif du pays dans les diverses filières du secteur, a fait observer le DSA.

Il convient de signaler que le wali d'Aïn Temouchent M'hamedMoumene avait, lors de sa supervision de la dernière réunion du Conseil exécutif local, instruit les services concernés à accorder un grand intérêt, afin d'assurer les conditions du succès de cette opération en mettant particulièrement l'accent sur l'importance de la sensibilisation des agriculteurs à adhérer et à s'impliquer à cette démarche.

PLUS DE 120.000 INSCRITS AU D'ORAN

Un tissu économique en plein évolution

Le tissu économique et commercial de la wilaya d'Oran est en plein évolution. Selon les chiffres révélés par Le Centre National du Registre du Commerce lors du Salon International du Transport et de la Logistique qui sera clôturé aujourd'hui au centre des conventions d'Oran.

La wilaya d'Oran occupe la deuxième place au niveau national avec plus de 120.000 partenaires économiques jusqu'à la fin du premier trimestre de cette année. Durant la même période le nombre des commerçants étrangers était de près de 1400 originaires d'une vingtaine de pays comme la Turquie, la Chine et l'italie.

Ces partenaires économiques activent en majorité dans la production et la distribution en gros.

Parmi les secteurs qui ont enregistré un important progrès ces dernières années grâce aux investissements réalisés et les facilitations de l'Etat figure la sidérurgie comme le complexe de tosyali à Bethioua qui est le plus important investissement etranger dans le pays. Après avoir répondu à une grande partie de la demande en produits de fer en Algérie, Tosyali poursuit son développement avec des investissements record qui dépassent les 2.5 milliards d'euros.

Une importante étape du projet a été réalisée pour augmenter drastiquement la capacité de production de rond à béton. Pour ce faire, une aciérie d'une capacité de 2,2 millions de tonnes de fer liquide pour la production de billettes qui serviront à la fabrication de rond à béton a vu le jour.

C'est aussi deux nouveaux laminoirs de rond à béton qui seront alimentés par cette nouvelle aciérie.Pour parfaire l'intégration du minerai de fer au produit fini, Tosyali s'est doté aussi d'une unité de production de pellets. C'est elle qui transforme le minerai de fer en boulettes appelées pellets avec une capacité de production de 4 millions de tonnes par an. Ce produit alimente la plus importante

unité de réduction directe au monde.

Dans le domaine des gaz industriels, un important investissement a été réalisé à Oran, il s'agit de l'usine de Rayanox, la plus grande unité privée de production de gaz industriels en Algérie, qui a réussi la constitution d'un stock important d'oxygène médical. Cette usine a contribué largement à faire face à la pression sur l'oxygène médical constaté lors de la pandémie du Covid-19. Les camions de « RayanOx» ont approvisionné plusieurs hôpitaux dans les différentes wilayas du pays. Cette importante usine est composée également d'unités de production de protoxyde d'azote, l'acétylène et et le dioxyde de carbone et une capacité de remplissage de 5000 bouteilles par jour.

L'industrie pharmaceutique a été également renforcée à Oran avec la mise en service de l'usine Orion lab spécialisée dans la production des médicaments anti-cancer et cytotoxiques. Parmi les secteurs industriels importants figure l'industrie automobile depuis la mise en service de l'usine de la marque Fiat du groupe Stellantis dans la zone industrielle de Tafraoui.

Une véritable vision a été élaborée par les services concernés pour le développement de ce créneau ainsi que la sous-traitance. La création des entreprises à Oran est en augmentation notamment avec les facilitations de l'Etat et le climat d'investissement propice.

Oran dispose également de plusieurs unités de production des produits de larges consommation avec deux raffinerie d'huile de tables d'une capacité de production de 1200 tonnes jours, une raffinerie de sucre 1000 tonnes jour, une cinquantaine de minoteries pour une production de plus de 1800 tonnes quotidiennement et une unité de production d'eaux minérales d'une capacité de 3000 bouteilles par heure.

TIARET

Campagne contre les fuites d'eau

Une campagne de solidarité nationale a été lancée, jeudi, pour lutter contre les fuites du réseau d'eau potable à travers 10 communes de la wilaya de Tiaret, avec la participation d'équipes de maintenance relevant de 17 unités du pays, a annoncé l'Inspecteur général au ministère de l'Hydraulique, Mohssen Gharib Dia.

Lors de la cérémonie du lancement de cette campagne, en présence du wali de Tiaret, Ali Bouguerra et du Directeur général de l'Algérienne des Eaux (ADE), Mustapha Rekik, l'Inspecteur général au ministère de l'Hydraulique a indiqué, que « cette opération permettra de récupérer une quantité de 1.900 mètres cubes par jour, soit l'équivalent de la production de deux puits profonds ».

Cette mesure vient en appui des efforts visant à fournir de grandes quantités à cette ville, laquelle connaît un déficit en matière d'approvisionnement depuis des mois, a-t-il déclaré. « Cette campagne intervient en application des décisions du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, lors de sa visite dans la wilaya au mois de ramadhan dernier, estimant que les fuites dans le réseau d'alimentation en eau potable, représentent 30 à 40% des eaux perdues à travers le pays, ce qui nécessite une mobilisation pour les récupérer », a t-il précisé.

De son côté, le Directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE), Mustapha Rekik, a souligné que « la récupération de ces quantités au profit de plusieurs villes, dont la wilaya déléguée de Ksar Chellala, permettra également de rétablir la pression au sein du réseau et de doter les étages supérieures des immeubles avec une grande aisance ». Il a fait observer que la campagne, qui devait s'achever le 9 mai prochain, se poursuivra jusqu'à ce que toutes les fuites soient éradiquées.

Le wali, Ali Bouguera a ordonné, à l'issue de la présentation d'un rapport par le directeur de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE) de veiller à la remise en l'état des routes après l'achèvement de l'opération. Les équipes techniques, au nombre de 35, mobilisées pour l'opération devraient traiter quelque 271 fuites, réparties sur 10 communes, ce qui permet de récupérer 2.900 mètres cubes par jour. Les efforts sont axés sur le renouvellement des canalisations et les vannes usées (érodées), ainsi que l'élimination des branchements illicites, selon les explications fournies par le directeur de wilaya de l'unité.

Pour un patriotisme économique européen

Parmi les centaines de rapports sur comment réveiller l'Europe, deux formes de patriotisme énergétique et financier sont nécessaires pour les cinq années à venir.

Par de Ludovic Subran (*)

Alors que la campagne pour les élections européennes bat son plein, les sujets économiques sont absents du débat public – et des manifestes des partis candidats. Pourtant, d'Enrico Letta à Mario Draghi, en passant par le discours du président de la République à la Sorbonne, les appels se multiplient pour repenser l'Europe en continent puissance et pour éviter qu'elle ne devienne la variable d'ajustement de la mondialisation. C'est ce qui se joue le 9 juin. Les Etats-Unis connaissent une croissance remarquable portée par les dépenses publiques, le retour de l'immigration, et les gains de productivité technologique. Les appels déraisonnés à la rigueur, au repli sur soi, ou à la compétitivité chiche ne constituent pas une réponse adaptée pour combler cet écart. D'autant que le fait que les Etats-Unis soient devenus exportateurs nets d'énergie alors que nous nous embourbons dans notre crise énergétique, et que la Fed ne puisse baisser ses taux d'intérêt sur fond de surchauffe économique, pousse le dollar et les flux d'investissement vers les Etats-Unis vers de nouveaux records.

Le « musée Europe »

L'Europe n'est pas l'Argentine, mais l'épargne des Européens risque de s'envoler vers l'Amérique à cause de marchés trop fragmentés pour financer la croissance et l'investissement des start-up ou des majors, ou par simple arbitrage de rendements financiers pour les ménages les plus aisés. C'est bien triste après que l'Europe a tout fait pour éviter récessions, faillites, et chômage face à la pandémie et à la guerre. Incapable de terminer son union des marchés de capitaux, l'Arlésienne bruxelloise, l'Europe laisseraitelle son épargne si nécessaire au financement des transitions lui filer entre les doigts ? La Chine a elle aussi choisi ses combats : puisque le monde joue à la politique industrielle, la Chine, grande experte, double la mise et choisit de devenir un leader incontesté sur les batteries, les véhicules électriques, ou encore toute une gamme de biens d'équipements à forte valeur ajoutée pour lesquels elle remplace l'Allemagne comme fournisseur critique. L'Europe va-t-elle laisser, par naïveté, son secteur automobile s'atrophier sous ses yeux, et avec lui l'emploi industriel ? Va-t-elle imposer des quotas, des barrières douanières ? La Commission européenne qui s'installe en novembre jouera un rôle décisif dans le verdissement au pas de charge, la nécessaire diversi - fication commerciale et l'efficacité de la politique industrielle. Que faire ? Se plaindre de trop de bureaucratie comme beaucoup, ou bien contre-attaquer pour éviter d'être en voie de liquidation et de devenir le « musée Europe », comme s'en amuse Larry Summers. Parmi les centaines de rapports qui existent sur comment réveiller l'Europe, je retiens deux formes nécessaires de patriotisme énergétique, économique et financier pour les cinq prochaines années Premièrement, une véritable mue énergétique, voire une union, non pas de l'énergie, mais de l'efficacité énergétique, et donc un prix de l'électricité au plancher, puisque c'est bien de ça dont il s'agit. On ne peut pas concurrencer les Etats-Unis et la Chine sans un prix de l'électricité le plus bas possible. Toute tentative de concurrence entre Etats membres est tout aussi stupide. Deuxièmement, une union de l'investissement avec un budget européen pour financer nos guerres contre nos ennemis, comme contre le changement climatique, loin des subventions nationales coûteuses et inefficaces pour trouver des effets d'échelle et de complémentarité. Un fonds souverain européen, un autre de rehaussement du crédit, un produit d'épargne sont autant de très bonnes idées, mais c'est bien du retour des eurobonds dont il s'agit si l'on veut attirer le capital privé et faire face à nos vrais concurrents que sont les Etats-Unis et la Chine.

(*) Chef économiste du groupe Allianz

Source : Les Echos

Quelles perspectives pour l'économie ?

Par de Ludovic Subran (*)

Deux phénomènes d'ampleur qui pourraient durer des années compliquent le travail des prévisionnistes : les transitions et les divergences.

E n matière d'économie, les prévisionnistes pataugent une fois de plus. Pire encore, alors que 2023 a surpris par la bonne santé de la Bourse et de l'économie, cette année la réalité pourrait s'éloigner des projections. La plupart des prévisionnistes ont fait preuve d'optimisme pour 2024, en prévoyant la poursuite de la croissance exceptionnelle des Etats-Unis et un bon rendement des investissements. Pourtant l'inflation s'avère plus difficile à maîtriser, et la croissance du premier trimestre plus faible qu'ils ne l'avaient prévu. Deux phénomènes d'ampleur qui pourraient durer des années compliquent le travail des prévisionnistes : les transitions et les divergences. A une échelle impensable auparavant, de nombreux pays avancés sont passés de la dérégulation, de la libéralisation et de la prudence budgétaire à la réglementation, à l'acceptation des déficits budgétaires de longue durée et à l'accent sur la politique industrielle.

Fragmentation du monde

Par ailleurs, les politiques économiques divergent de plus en plus, alors qu'auparavant elles représentaient des réponses communes à des crises communes. La mondialisation fait place à la fragmentation. Tout cela se produit au moment où chaque pays réagit différemment face aux grandes innovations en matière d'intelligence artificielle, de sciences de la vie, d'énergie durable et dans d'autres domaines, ainsi que face aux conflits et à l'évolution géopolitique. Sans politique commune et en l'absence de sources externes de convergence, il est difficile de prévoir ce que sera le monde de demain, hormis des crises potentiellement plus fréquentes et violentes. Trois questions sont essentielles pour prévoir ce que 2024 et 2025 réservent à l'économie américaine, aujourd'hui le seul grand moteur de la croissance mondiale : la réactivité de la Réserve fédérale, la résilience des consommateurs à faible revenu et l'équilibre entre innovations 1. Une inflation persistante combinée à une croissance plus faible placera la Fed entre le marteau et l'enclume. Face aux incertitudes quant à la croissance et au nouveau paradigme mondial d'une offre globale insuffisamment flexible, elle devra choisir entre conserver son objectif d'inflation de 2 % ou l'augmenter légèrement, au moins provisoirement. 2. Dans une large mesure, l'avenir de l'exceptionnalisme américain en matière de croissance dépendra également des consommateurs à faible revenu. Leur budget a diminué en raison de la fin de l'aide financière liée à la pandémie, de leur recours à l'épargne réunie avant cette dernière et de l'augmentation de leur endettement. Compte tenu de la hausse des taux d'intérêt et de l'impatience de certains créanciers, leur consommation dépendra de la persistance de la tension sur le marché du travail.

3. Le troisième facteur est lié aux tensions entre innovations passionnantes et paysages politique et géopolitique fragiles, ce qui en fait le domaine le plus difficile pour des prévisions véritablement fiables. Alors que les progrès technologiques promettent un nouveau choc de l'offre qui pourrait doper la croissance et faire baisser l'inflation, l'évolution de la situation géopolitique pourrait avoir l'effet inverse et limiter la marge de manœuvre de la politique macroéconomique. Il suffit de penser aux conséquences stagflationnistes d'une crise géopolitique qui ferait passer le prix du baril de pétrole au-dessus de 100 dollars, ou d'une détérioration supplémentaire des relations sino-américaines. Le « déséquilibre stable » d'aujourd'hui pourrait devenir plus volatil et alimenter l'instabilité financière. La croissance soutenue des EtatsUnis est particulièrement importante à ce stade, car la Chine et l'Europe n'ont pas encore rétabli leur propre dynamique de croissance. En outre, les autres puissances de poids comme l'Inde et l'Arabie saoudite ne sont pas encore en mesure de se substituer à ces autres moteurs possibles de la croissance mondiale ; il en est de même pour le Japon, bien que son économie et sa situation politique le placent en meilleure position qu'il ne l'a jamais été depuis des décennies.

Atterrissage en douceur ?

D'un point de vue sectoriel, l'innovation technologique et les forces économiques, sociales et politiques qu'elle engendre alimenteront en grande partie la croissance des prochaines années. L'IA générative, les sciences de la vie et l'énergie durable susciteront un large éventail de réactions au niveau des entreprises et des secteurs tels que la défense « traditionnelle », tandis que la santé et la cybersécurité mériteront un intérêt particulier. Malgré de nombreuses incertitudes, je me risque à faire quelques prévisions. J'évalue à 50 % la probabilité d'un atterrissage en douceur, à 35 % celle de nouvelles menaces sur la stabilité financière (ce que l'on appelle à tort « l'absence d'atterrissage ») et à environ 15 % celle d'une croissance plus forte et d'une authentique stabilité financière sans pression inflationniste supplémentaire. Pour ceux qui préfèrent les images aux nombres, imaginez une route défoncée et balayée par les vents qui conduit vers une destination souhaitable à long terme. Les voitures qui l'utilisent diffèrent considérablement les unes des autres par leur moteur, leur réserve de pneus de rechange et par leur conducteur, ces derniers étant confrontés à une police de la route qui ne sait pas encore très bien ce que devrait être la réglementation. La finance, les décisions politiques et les fondamentaux économiques auront évidemment des conséquences sur les perspectives de croissance de cette année et de l'année prochaine, mais la géopolitique et la politique intérieure auront un impact beaucoup plus important que par le passé. Un monde aux lendemains incertains, traversé de divergences et en pleine transition appelle à une analyse plus granulaire, ainsi qu'à la résilience, l'agilité et l'ouverture d'esprit. Mohamed A. El-Erian est économiste.

Par Mohamed A. El-Erian, economiste

Source : Les Echos

ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN TUNISIE

Une transition bénéfique

L'économie circulaire est un système de production, d'échanges et de partage permettant le progrès social, la préservation du capital naturel et du développement économique. Elle est un mode de production et de consommation, un modèle économique par lequel on doit transiter.
Hérité de la révolution industrielle, le modèle économique actuel tunisien est fondé sur une chaîne de valeur linéaire : extraire des ressources, fabriquer des produits, les vendre, les consommer puis les jeter. Un tel système ne peut être durable dans le temps, car source de gaspillage, de pollution, de diminution des ressources, et de production massive de déchets, précise HabibaNasraoui Ben Mrad, chercheuse et enseignante universitaire.
Le développement du modèle de l'économie circulaire est devenu une nécessité et n'est plus une option. Ce concept forme un modèle d'affaires innovant, car il invite à la fois à repenser les cycles habituels de production et de consommation. Des pressions importantes s'exercent en faveur de l'émergence d'un nouveau modèle économique, dont la raréfaction des ressources. À côté des énergies fossiles qui s'épuisent, les sols agricoles s'appauvrissent, comme l'a montré la crise alimentaire mondiale de 2008. « On estime, au niveau mondial, à 40 milliards de dollars, le coût lié à l'appauvrissement des sols agricoles ».
L'économie circulaire instaure une boucle vertueuse qui d'une part optimise l'utilisation des ressources naturelles, des matières et des énergies, limite la consommation et le gaspillage, et réduit la production des déchets, d'autre part. Elle est également source de nombreuses opportunités en matière économique et sociale. Ses valeurs correspondent aux trois axes du développement durable, environnemental, économique et social.

L'absence d'une loi

L'universitaire souligne que le cadre réglementaire est important pour que le modèle d'économie circulaire puisse se développer. La loi sur l'économie circulaire est impérative car elle va inciter les jeunes à monter des projets dans ce domaine, et permettre le développement des chaînes de valeur circulaires d'approvisionnement, de recyclage et de gestion des déchets. Cette loi permettra également de mettre au point les mécanismes de financement de cette économie. «Et c'est d'autant plus étonnant l'absence d'une telle loi que la Tunisie est signataire de la Convention sur la diversité biologique, de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Ccnucc), du protocole de Kyoto et de la COP21».

ÉGYPTE

Le Caire se prépare à un deuxième été de coupures d'électricité

Parmi les ateliers animés du quartier al-Sabtiyah du centre du Caire, l'entreprise de forge d'Om Ghada a vu ses bénéfices diminuer avec le retour des coupures d'électricité de deux heures par jour, après une brève suspension pendant le mois sacré du Ramadan.

Lorsque les coupures programmées ont commencé l'été dernier, cela a été un choc pour les Égyptiens habitués à des années d'approvisionnement fiable en électricité sous la présidence d'Abdel Fattah al-Sisi, et le gouvernement a promis qu'elles seraient temporaires.
Mais les réserves de gaz naturel, qui ont permis de générer un surplus d'électricité, s'amenuisent et les coupures de courant sont de retour.
Les coupures "créent beaucoup d'obstacles et réduisent mes bénéfices", a déclaré Om Ghada, alors que des étincelles jaillissaient d'une machine à découper le métal située à proximité. Elle est propriétaire de l'atelier, qui fait partie des dizaines d'ateliers de la région qui dépendent de l'électricité pour alimenter leurs machines.
"Hier, un client a attendu deux heures, jusqu'à ce qu'il s'impatiente et s'en aille", a-t-elle déclaré.
Alors que l'Égypte a récemment obtenu des investissements records de la part des Émirats arabes unis et un programme élargi du FMI, atténuant ainsi une crise des devises étrangères, les coupures d'électricité rappellent les défis économiques sous-jacents.
Les coupures ont commencé lorsque l'Égypte a affecté une plus grande partie de sa production de gaz à l'exportation afin d'obtenir des dollars rares, en important du fioul polluant pour faire fonctionner certaines centrales électriques. Le gouvernement les a d'abord imputées aux températures élevées, mais elles se sont poursuivies jusqu'en 2023, après la fin de l'été, même si le gouvernement a interrompu les exportations pour répondre à la demande.
L'Égypte cherche à devenir un exportateur régional d'énergie, envisageant de vendre de l'électricité à des pays comme l'Arabie saoudite et la Libye, planifiant une interconnexion avec la Grèce et expédiant des cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) à partir de deux usines de liquéfaction.
Mais le développement des énergies renouvelables s'est arrêté et l'approvisionnement en gaz est remis en question en raison de l'absence de découvertes importantes depuis le gisement géant de Zohr en 2015.
La production de gaz en 2023 a ainsi atteint son niveau le plus bas depuis 2017, et le gouvernement a récemment commencé à importer des cargaisons de GNL.
Les autorités ont imputé les coupures d'électricité à la demande croissante d'une population de 106 millions d'habitants, aux mégaprojets soutenus par Sisi et au développement urbain.
Les réductions des subventions à l'électricité ont été ralenties alors que l'économie était sous pression ces dernières années.
Le ministère égyptien de l'électricité n'a pas répondu immédiatement à une demande de commentaire.

ARABIE SAOUDITE

Le ministre saoudien des Affaires étrangères discute des préparatifs de l'Expo 2030 avec le chef du BIE

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal ben Farhane, a reçu jeudi, à Riyad, le secrétaire général du Bureau international des expositions (BIE), Dimitri Kerkentzes.
Au cours de la réunion, les deux responsables ont discuté des préparatifs du Royaume pour accueillir l'Expo 2030 à Riyad et de la coordination pour faire en sorte que l'exposition soit «exceptionnelle», a rapporté l'Agence de presse saoudienne (SPA).
«Nous avons mis l'accent sur l'importance d'une planification minutieuse afin d'organiser une Exposition universelle transformatrice en 2030», a écrit M. Kerkentzes sur la plate-forme X.
Mercredi, le secrétaire général du BIE s'est entretenu avec le prince héritier Mohammed ben Salmane.
L'Exposition universelle 2030 se tiendra à Riyad, le Royaume s'étant imposé face à la Corée du Sud et à l'Italie pour accueillir le prestigieux événement en novembre 2023.

LIBAN

L'Union européenne annonce une aide d'un milliard d'euros pour soutenir l'économie

La cheffe de la Commission européenne a annoncé, ce jeudi 2 mai à Beyrouth, une aide d'un milliard d'euros pour soutenir la « stabilité socio-économique » du Liban et appelé ce pays à bien coopérer dans la lutte contre l'immigration clandestine.
Le Liban, frappé par une crise économique depuis 2019, dit accueillir près de deux millions de réfugiés syriens, soit le plus grand ratio par habitant au monde.
Les fonds seront « disponibles à partir de cette année jusqu'en 2027. Nous voulons contribuer à la stabilité socio-économique du Liban », a déclaré Ursula von der Leyen, ajoutant « compter sur une bonne coopération » des autorités libanaises dans la lutte contre l'immigration clandestine vers l'Europe.
Le Liban, frappé par une crise économique depuis 2019, dit accueillir près de deux millions de réfugiés syriens, soit le plus grand ratio par habitant au monde.
Le petit pays méditerranéen, frontalier de la Syrie, n'a de cesse d'exhorter la communauté internationale de les rapatrier, les armes s'étant tues dans plusieurs régions syriennes.
Les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés qui quittent le Liban par bateau à la recherche d'une vie meilleure en Europe se dirigent souvent vers Chypre qui affirme être en première ligne face aux flux migratoires au sein de l'UE.
« La réalité actuelle de cette question est devenue plus grande que la capacité du Liban à la traiter », a déclaré le Premier ministre libanais NajibMikati, lors d'une conférence de presse en présence de Mme von der Leyen et du président chypriote Nikos Christodoulides. « Nous renouvelons notre demande à l'UE [...] d'aider les personnes déplacées dans leur pays (d'origine et non au Liban), pour les encourager à rentrer volontairement », a-t-il poursuivi.
Chypre pointe du doigt la guerre à Gaza
De son côté, Chypre, qui fait état d'une augmentation des arrivées de ressortissants syriens, estime que la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza, qui a déclenché des violences à la frontière israélo-libanaise, a affaibli les efforts de Beyrouth pour empêcher les départs.

POUR L'EXPORTATION D'HYDROGÈNE VERT

La Namibie et la Belgique prêtes à investir 267 millions $

L'installation devrait permettre de ravitailler les navires qui transitent par le port namibien de Walvis Bay en hydrogène, et d'expédier de l'ammoniac vert vers plusieurs marchés européens où il sera utilisé dans la décarbonation des industries lourdes.

Le port d'Anvers-Bruges en Belgique et l'Autorité portuaire namibienne (Namport) ont annoncé la construction prochaine d'une installation de stockage et d'exportation d'hydrogène et d'ammoniac décarbonés en Namibie pour un investissement de 267 millions de dollars. L'information a été relayée par Bloomberg qui mentionne un communiqué commun des deux partenaires, publié le jeudi 2 mai 2024.

L'installation, qui sera détenue à parts égales par le port d'Anvers-Bruges et Namport, devrait être construite dans un délai de trois à cinq ans sur un site vierge à proximité du port de Walvis Bay, a-t-on ajouté de même source.

Une filiale de l'armateur italo-suisse Mediterranean Shipping Company (MSC) Company SA est déjà en pourparlers avec les deux partenaires pour exploiter l'installation qui permettra de ravitailler les navires qui transitent par le port namibien de Walvis Bay en hydrogène et d'expédier de l'ammoniac vert vers plusieurs marchés européens où il sera utilisé dans la décarbonation des industries lourdes.

« La Namibie peut servir de centre de production de molécules vertes et Anvers de porte d'entrée pour desservir le marché européen », ont souligné Namport et le port d'Anvers-Bruges dans leur communiqué.

La Compagnie maritime belge (CMB) avait entamé, en septembre 2023, la construction d'un complexe de production d'hydrogène et d'ammoniac décarbonés en Namibie en association avec le conglomérat namibien Ohlthaver & List. La première phase de ce projet, dont le coût global est estimé à 3,5 milliards de dollars, devrait entrer en production durant le quatrième trimestre 2024. Le gouvernement namibien avait également signé, en juin 2023, un accord avec le consortium franco-allemand Hyphen Hydrogen Energy et d'autres partenaires prévoyant le lancement d'un géant complexe de production d'hydrogène vert dans le pays, pour un investissement de 10 milliards de dollars. La Namibie, un des pays les plus ensoleillés et les moins densément peuplés du monde, espère devenir la première économie africaine neutre en carbone et un exportateur majeur d'énergie propre grâce à ces mégaprojets.

MOZAMBIQUE

ExxonMobil envisage la décision finale d'investissement sur le projet gazier Rovuma LNG pour fin 2025

Alors que l'insécurité émergeait dans la région de Cabo Delgado au Mozambique, ExxonMobil avait annoncé en 2020 le report de la décision d'investissement sur le projet gazier Rovuma LNG dont elle souhaite par ailleurs accroître les capacités de production.

Intervenant à l'occasion de l'édition 2024 de la Mozambique International Mining and Energy Conference and Exhibition (MMEC 2024) qui se tient jeudi 2 et vendredi 3 mai, Arne Gibbs, le directeur général d'ExxonMobil Mozambique a laissé entendre que la décision finale d'investissement (FID) pour le projet gazier Rovuma LNG est envisagée pour fin 2025.

Cette information intervient alors qu'ExxonMobil a repensé le projet. Initialement prévu pour livrer une production gazière de 15 millions de tonnes métriques de GNL par an, l'initiative cible désormais une production de 18 millions de tonnes métriques par an. Pour y arriver, la compagnie a redéfini l'installation initialement prévue pour le projet en une unité modulaire et électrique de production de gaz naturel liquéfié (GNL), donnant ainsi la priorité aux impératifs actuels concernant les émissions de gaz à effet de serre.

Tout ceci est fonction de la reprise effective des opérations sur le site du projet localisé dans la région de Cabo Delgado qui suite à l'insurrection armée dont elle a été la cible en 2021, a enregistré son interruption aggravée par le retrait de plusieurs bailleurs de fonds. Pour autant, les parties prenantes restent optimistes quant à l'avancement alors que la situation sécuritaire dans la zone s'est quelque peu améliorée. « Nous reconnaissons que ces défis peuvent être relevés si nous travaillons ensemble », a déclaré le directeur général d'ExxonMobil Mozambique.

POUR DIVERSIFIER SES MARCHÉS

L'Inde ouvre son marché aux avocats sud-africains

L'Afrique du Sud est le second exportateur africain d'avocats après le Kenya. Le pays est dans une démarche active pour diversifier ses marchés d'écoulement à l'image des autres fournisseurs africains du fruit.

L'Afrique du Sud vient de recevoir le feu vert pour exporter ses avocats vers l'Inde. C'est ce qu'a confié au site spécialisé Fruitnet, Derek Donkin, directeur exécutif de l'Association des producteurs d'avocats (SAAGA).

Selon le responsable, le début des envois de cargaisons du fruit vers le pays d'Asie est conditionné par la finalisation des discussions à propos de la potentielle visite d'une délégation indienne dans le pays. Cette équipe devrait se charger de vérifier la conformité des installations sud-africaines aux normes phytosanitaires.

Si la durée de ces négociations n'a pas été révélée, les acteurs de la filière saluent déjà l'ouverture du marché indien aux exportations du fruit. Il s'agit en effet de la 3ème nation asiatique qui donne son accord pour les achats du produit après la Chine et le Japon.

Cette nouvelle percée s'inscrit dans le cadre d'une stratégie qui vise à trouver de nouveaux débouchés en complément de l'Union européenne (UE) et du Royaume-Uni qui absorbent pour l'heure plus de 90 % des ventes sur le marché international.

Selon les observateurs, les opérateurs de la nation arc-en-ciel devraient faire face sur le marché indien à la concurrence d'autres fournisseurs africains comme la Tanzanie et le Kenya qui sont déjà bien positionnés sur cette destination. Alors que le premier pays est le leader dans l'approvisionnement en avocats du pays le plus peuplé du monde, le second y a déjà envoyé sa première cargaison.

CAMEROUN

Une ligne de crédit de 800 millions $ de la BID pour soutenir l'économie et le commerce

Le financement vise à concrétiser des initiatives conjointes définies par les deux parties dans les secteurs tels que l'agroalimentaire, l'énergie, le financement des PME et de la santé. L'objectif est de stimuler la croissance économique et le développement durable.

Le Cameroun a obtenu des financements d'un montant de 800 millions de dollars (plus de 489 milliards fcfa) auprès de la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC), organe spécialisé du groupe de la Banque islamique de développement (BID), a annoncé le ministère camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué publié le lundi 29 avril 2024 sur son site Internet.

Cette enveloppe a fait l'objet d'un accord-cadre de coopération signé par le ministre de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, et le directeur général de l'ITFC, Hani Salem Sonbol, en marge des travaux de la 49e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs du groupe de la BID qui se sont tenus du 27 au 30 avril à Riyad, la capitale saoudienne.

Les financements devraient être décaissés sous forme de prêts durant une période de trois ans (2024-2027). Selon le ministère, « les ressources […] seront destinées au financement des opérations à convenir par les deux parties, notamment dans les domaines ci-après : la commercialisation des produits de base agricoles tels que le coton, la disponibilisation d'intrants agricoles et des produits énergétiques de base (pétrole, alumine, électricité), la mise à disposition des lignes de financement et de confirmation de lettres de crédit aux banques locales pour soutenir les PME, la facilitation de la mise à disposition des médicaments et équipements médicaux, ainsi que le renforcement des capacités dans le cadre des programmes spéciaux tels que l'Initiative "Arab-Africa Trade Bridges" (AATB) », qui vise à soutenir les flux et investissements commerciaux entre les pays arabes et africains.

Cette enveloppe est en augmentation de 50 millions de dollars par rapport au précédent accord triennal, soit une hausse de 6,6%. En avril 2021, le Cameroun et l'ITFC avaient signé un accord-cadre de coopération de 750 millions de dollars, un montant qui n'a toutefois pas été décaissé en totalité.

Selon le ministère de l'Economie en effet, 80% du financement global, soit 602,4 millions de dollars, ont été mobilisés en faveur du Cameroun. Ce qui a permis de financer des campagnes cotonnières de la Société de développement du coton (Sodecoton), les importations des produits pétroliers de la Société nationale de raffinage (Sonara), l'unique raffinerie du pays, ainsi que les importations des matières premières pour Aluminium du Cameroun (Alucam).

L'ITFC avait notamment décaissé 105 millions de dollars pour soutenir les filières coton et soja. Ce montant était destiné à la Sodecoton pour l'acquisition d'intrants agricoles (engrais, pesticides, herbicides), l'achat de coton-graine, de graines de soja et leur vente dans le pays

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Chic, le chômage monte

Vendredi, l'annonce de la dégradation du marché du travail américain en avril a... détendu les marchés. Ce n'est pas si paradoxal qu'on peut le penser : dans l'esprit des investisseurs, si l'emploi flanche, la banque centrale américaine n'aura plus de raisons de maintenir une politique monétaire restrictive. Les places boursières, qui ont connu un trou d'air durant une partie de la semaine, ont trouvé vendredi une raison d'espérer.

Tops / Flops de la semaine

TOPS

Aspen Aerogels (+52%) : Le spécialiste américain des aérogels fait mieux que prévu. Porté par l'industrie des batteries lithium et la bonne santé de son segment barrières thermiques, il signe un chiffre d'affaires trimestriel record, en hausse de 107% d'une année sur l'autre, un EBITDA nettement positif et des marges brutes robustes (à 37%). Confiant pour la suite, il anticipe une hausse des revenus annuels de 59%.

Carvana (+42%) : Le vendeur américain de voitures d'occasion continue de confirmer sa solide reprise. Soutenu par son programme de réduction des coûts et par les taux d'intérêt élevés, qui poussent les acheteurs vers les véhicules d'occasion, il dévoile une hausse surprise des ventes au détail (+16%), une marge d'EBITDA ajustée record ainsi que des perspectives positives pour la suite. Le titre gagne 120% depuis le début de l'année.

Immunitybio(+30%) : La biotech américaine, spécialisée dans les traitements dédiés aux cancers et aux maladies infectieuses a fait coup double. Il y a une semaine, la FDA, le régulateur américain de la santé, approuvait Anktiva, sa thérapie contre le cancer de la vessie, ouvrant la voie à sa commercialisation dès ce mois-ci. Cette semaine, le groupe a publié les résultats positifs de ce même traitement dans la lutte contre le cancer du poumon non à petites cellules. Les spéculations sur un rachat de la société vont donc bon train.

Philips (+27%) : Le fabricant néerlandais d'appareils médicaux entrevoit-il enfin la fin de l'affaire des ventilateurs défectueux utilisés pour traiter l'apnée du sommeil, qui lui avait coûté 75% de baisse entre 2021 et 2022 ? Le groupe va payer 1,1 milliard de dollars aux Etats-Unis pour régler le litige, quand les analystes attendaient le double ou le triple, et une grande partie a déjà été provisionnée ou couverte par les assureurs. L'avenir est éclairci, le marché applaudit. Notons que le groupe a également publié des trimestriels supérieurs aux attentes.

Paramount Global (+20%) : La saga Paramount se poursuit. Alors que le groupe de divertissement a publié ses résultats trimestriels cette semaine, avec un chiffre d'affaires en hausse de près de 6% et une perte nette réduite de moitié, il continue d'attirer les convoitises. Approché il y a quelques semaines par plusieurs prétendants, dont Skydance Media, le géant du cinéma a reçu une nouvelle offre conjointe de Sony et Apollo Global Management, qui proposent 26 milliards de dollars pour s'emparer des actifs du groupe.

Pinterest (+19%) : Le réseau social se porte bien. Grâce à la vigueur des recettes publicitaires, il publie des trimestriels qui dépassent le consensus, dont un chiffre d'affaires en hausse de 23%. Le groupe anticipe par ailleurs une croissance soutenue de ses revenus au deuxième trimestre, de nouveau supérieure aux attentes. Dans la foulée, plusieurs bureaux d'analyste ont rehaussé leur objectif de cours sur le titre.

Cargotec Oyj (+19%) : Le spécialiste finlandais des appareils de levage destinés aux installations portuaires dévoile des résultats trimestriels solides, avec un chiffre d'affaires en hausse de près de 5% sur un an et un bénéfice net en augmentation de plus de 11%. Dans la foulée, l'analyste Carnegie Group a relevé sa recommandation sur le titre, passant de conserver à acheter avec un objectif de cours rehaussé de 68 à 84 euros.

Moderna (+16%) : La biotech a publié un chiffre d'affaires trimestriel inférieur à celui de l'année précédente, plombé par un recul de 91% des ventes de vaccins Covid, mais toutefois bien supérieur aux estimations de Wall Street, ainsi qu'une perte moins importante qu'attendu. Les investisseurs soutiennent par ailleurs les projets de vaccin contre le virus respiratoire syncytial (VRS) du laboratoire, qui devrait être soumis à l'approbation des autorités dans le courant de l'année et être commercialisé aux côtés de ceux de ses rivaux Pfizer et GSK.

Ayvens (+11%) : Le loueur et gérant français de flottes automobiles, issu du rapprochement de ALD et du néerlandais LeasePlan, a dévoilé des trimestriels supérieurs aux prévisions du marché. Pour le trimestre écoulé, le résultat opérationnel est en hausse de 9,6% et la marge des contrats de location et des services de 30,6%. Les investisseurs saluent les efforts de consolidation de la nouvelle entité.

Vusiongroup (+11%) : Le concepteur français d'étiquettes électroniques pour la grande distribution, anciennement SES-imagotag, surfe sur son alliance avec le géant américain Walmart. D'une part, les deux groupes élargissent leur partenariat sur les solutions EdgeSense et VusionCloud, ce qui devrait rapporter près d'un milliard d'euros de commandes au français. D'autre part, Walmart va pouvoir entrer au capital du groupe en exerçant ses bons de souscription d'actions. Un renfort de taille.

Banco de Sabadell (+11%) & BBVA (-10%) : BBVA remonte au créneau. Quatre ans après une première tentative qui n'avait pas abouti, la deuxième banque espagnole confirme son intérêt pour Banco de Sabadell. Alors que les deux prêteurs ont dévoilé récemment des résultats records, BBVA a soumis une offre de fusion valorisant sa petite rivale 12,2 milliards d'euros, pour créer un nouveau géant bancaire européen. Le marché salue la prime pour Sabadell, mais s'interroge sur la valeur ajoutée pour BBVA.

FLOPS

CVS Health Corporation (-18%) : Le géant américain des pharmacies et de la santé déçoit. Il a publié un chiffre d'affaires trimestriel en hausse mais inférieur au consensus, plombé par la division services de santé et une augmentation des coûts médicaux dans son secteur assurance maladie. Le groupe a par ailleurs abaissé ses prévisions de bénéfices pour l'ensemble de l'année.

Qorvo (-17%) & Skyworks Solutions (-14%) : Les équipementiers pour téléphones, fournisseurs d'Apple entre autres,pâtissent du repli de la demande de smartphones et de l'inflation. Bien que les résultats de Qorvo pour le trimestre écoulé soient corrects, le groupe anticipe un recul au prochain trimestre et ses prévisions manquent le consensus. Son rival établit un constat similaire. Les deux groupes sont aussi pénalisés par les niveaux élevés des stocks des revendeurs, et une concurrence accrue de la part de Broadcom et Qualcomm. Notons que Qorvo conserve la confiance des analystes, alors que le soutien à Skyworks s'effrite.

Cloudflare Inc. (-16%) : La société de cybersécurité et de réseau déçoit les investisseurs. Lors de la publication de ses résultats trimestrielles, Cloudflare a dévoilé une perte d'exploitation plus conséquente que prévue. Cette détérioration est principalement due à une hausse significative des coûts et des dépenses de marketing au cours de la période. Malgré une croissance continue de son chiffre d'affaires, ces résultats inférieurs aux attentes ont suscité l'inquiétude chez les investisseurs, entraînant une chute notable de son action en bourse.

Starbucks (-16%) : La chaîne américaine de cafés souffre de l'inflation. Faisant face à une baisse de fréquentation aux Etats-Unis et en Chine, ses deux plus grands marchés qui représentent conjointement 61% de son parc, elle signe des ventes mondiales trimestrielles en repli de 4% et un bénéfice net en repli de 15%, tous deux inférieurs aux attentes. Le groupe a enfoncé le clou en réduisant ses prévisions annuelles, et la communication maladroite du management suite à la publication n'a pas aidé.

Matières premières

Energie : Retour en arrière pour les prix pétroliers, qui ont enregistré un important recul cette semaine. La prime de risque liée aux frictions géopolitiques s'amenuise avec les espoirs d'un cessez-le-feu à Gaza. Par ailleurs, les dernières données sur les stocks hebdomadaires aux Etats-Unis ont clairement pesé sur la tendance puisque les stocks ont progressé de 7,3 millions de barils, alors que les économistes s'attendaient à une contraction de 2,3 millions. Le Brent de la Mer du Nord se négocie autour de 83,30 USD tandis que le WTI américain s'échange à 78,30 USD le baril. Cette faiblesse des prix devrait inciter l'OPEP+ à étendre ses quotas de production au-delà de juin.

Métaux : Le cuivre reprend son souffle après avoir atteint la barre des 10.000 USD la tonne à Londres. A l'instar du pétrole, le cours du cuivre et plus largement des métaux industriels reste dépendant de la politique monétaire de la Réserve Fédérale. Un contexte de taux élevés plus longtemps pourrait peser sur la demande globale. Toujours à Londres, l'aluminium recule à 2577 USD (prix spot), tandis que le zinc se stabilise à 2880 USD. L'or enchaîne une deuxième semaine de baisse à 2294 USD. Une faiblesse des prix à court terme qui masque toutefois l'appétit des banques centrales, qui continuent à accumuler le métal doré. Le World Gold Council révèle dans son dernier rapport que les banques centrales ont ajouté 290 tonnes d'or dans leurs réserves au cours du premier trimestre.

Produits agricoles : Les prix du cacao dégonflent, et pas qu'un peu puisqu'il chute de près de 30% cette semaine. Dans le reste du compartiment, le boisseau de blé cède du terrain à Chicago à 610 cents tandis que le maïs progresse de manière modeste à 460 cents.

Macroéconomie

Ambiance : Fin de la surchauffe sur l'emploi ? Il aura fallu attendre le dernier jour de la semaine pour conclure sur une note positive. Les marchés attendaient en effet avec impatience Jerome Powell, mais il s'est contenté d'un discours en demi-teinte. En filigrane, on retiendra que le président de la Fed se concentre sur l'inflation et le marché de l'emploi, encore trop résilient à son goût pour s'autoriser une première détente sur les taux. Heureusement, les dernières données mensuelles sur les créations d'emplois aux Etats-Unis sont ressorties inférieures aux attentes. Mieux, les salaires progressent également moins que prévu à +3.9% en rythme annuel contre une estimation de +4.0%. Il n'en aura pas fallu plus pour pousser les indices à la hausse et les rendements obligataires à la baisse. Le 10 ans américain se retrouve à quelques encablures d'une zone de soutien importante à surveiller autour des 4.42/33%. Une partie des indicateurs publiés sur la semaine aux Etats-Unis montre que la croissance est un peu à la peine. En Europe, c'est la première estimation de l'inflation d'avril qui a tenu la vedette : un peu plus robuste que prévu, elle n'a toutefois pas remis en cause l'espoir d'une baisse de taux de la BCE en juin.

Chic, le chômage monte

La semaine prochaine sera encore bouleversée par les journées fériées, même si toutes ne seront pas chômées en bourse. Les places de Paris et de Bruxelles seront par exemple ouvertes toute la semaine, tandis que Zurich respectera le jeudi de l'ascension. Deux banques centrales seront au rendez-vous : la RBA australienne mardi et la BoE britannique jeudi. Il y aura une relative accalmie sur le front des statistiques aux Etats-Unis. Les résultats de Walt Disney, BP Plc, UBS, Toyota, AB Inbev ou Bouygues viendront pimenter la semaine.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Mai 2024
Valeur : 06 Mai 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.3870	134.4020
1	EUR	EURO	143.9016	143.9580
1	GBP	POUND STERLING	168.3837	168.4658
100	JPY	JAPANESE YEN	86.4058	86.4322
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5564	18.5636
1	CHF	SWISS FRANC	147.4188	147.5000
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.0140	98.0535
1	DKK	DANISH KRONE	19.3107	19.3156
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3200	12.3230
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1674	12.1717
1	AED	UAE DIRHAM	36.5878	36.5949
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8298	35.8358
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.1798	436.9376
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.4819	42.9089
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3103	13.3117
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4539	27.5945
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5384	3.5388
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.6986	176.6986

ARGENTINE

Comment Javier Milei a réussi à dégager un premier excédent budgétaire

Pour la première fois depuis 2015, le pays a réussi à dégager un excédent budgétaire trimestriel. L'inflation s'emballe, la population descend dans la rue, mais le président argentin réussit petit à petit à faire passer sa thérapie de choc.

Le président argentin Javier Milei a décidé de libéraliser les prix, d'arrêter les subventions et de dévaluer de plus de 50 % du peso argentin.
Le président argentin Javier Milei a décidé de libéraliser les prix, d'arrêter les subventions et de dévaluer de plus de 50 % du peso argentin. C'est un premier pas, mais l'Argentine n'est pas encore tirée d'affaire. Pour la première fois depuis 2015, le pays a réussi à dégager un excédent budgétaire trimestriel. Le surplus a atteint 200 milliards de pesos, soit 0,2 point de PIB, sur les trois premiers mois de 2024.
A titre de comparaison, le déficit public avait atteint 5,2 % du PIB l'an passé. L'ajustement est donc gigantesque. C'est une véritable thérapie de choc. Le fantasque et très libéral président argentin, Javier Milei , n'a pas manqué de mettre en avant cette réussite la semaine dernière.

L'inflation bondit

Celle-ci tient à trois raisons. « D'abord, une partie des dépenses, qu'il s'agisse de certaines prestations sociales ou des contributions aux universités, ont été désindexées de l'inflation », détaille Carlos Quenan , professeur d'économie à l'université Sorbonne nouvelle et vice-président de l'Institut des Amériques.
Ensuite, « les transferts budgétaires aux provinces ont été réduits. Il y a eu aussi des milliers de départs des personnels contractuels de l'Etat. Enfin des paiements à des fournisseurs ont été retardés, comme ceux qui devaient être faits à Cammesa, le fournisseur d'électricité en gros dans le pays », poursuit l'économiste. En même temps les recettes, elles, ont été gonflées par l'inflation. Et dans la foulée de la forte dévaluation de décembre 2023, les impôts sur les importations ont été augmentés.
Comme l'économie argentine est très dollarisée , toute dépréciation du taux de change se traduit très vite par une hausse de l'inflation. C'est ce qu'il s'est passé dès le mois décembre dernier avec les trois premières décisions de Javier Milei : la libéralisation des prix, l'arrêt de subventions et la dévaluation de plus de 50 % du peso argentin . Les prix ont bondi de 288 % en mars en rythme annuel dans le pays, un record mondial. « L'inflation, c'est le mal originel de l'Argentine », juge François Faure, économiste chez BNP Paribas.

En Argentine, une thérapie de choc pour séduire les investisseurs

Sur sa page d'accueil, l'Insee local préfère afficher le taux mensuel d'inflation : 11 % en mars par rapport à février. C'est mieux que les 25 % enregistrés en janvier, mais cela n'empêche pas le FMI d'atteindre une inflation de 250 % sur l'année 2024 ! Bref, les prix flambent et il faut vite faire cesser ce mouvement. Cela passe nécessairement par un arrêt du déficit budgétaire, financé par la banque centrale, c'est-à-dire par la planche à billets, technique le plus souvent inflationniste. Selon cette recette orthodoxe, il faut contraindre la demande pour stabiliser l'économie.

Récession

Mais les difficultés vont encore se poursuivre des mois, voire des années. « L'amélioration des finances publiques reste fragile parce qu'elle est plus conjoncturelle que structurelle », estime Ariel Emirian, économiste chez Société Générale.
Si Javier Milei veut que l'Etat argentin dégage un excédent budgétaire primaire, avant paiement des intérêts de la dette, de 2 % du PIB cette année, « la détérioration de la conjoncture pourrait remettre en cause cet objectif », selon Carlos Quenan. « Cela fait près d'un an que l'Argentine est en récession et cela va continuer cette année. Le durcissement de la politique budgétaire et de la politique monétaire ne peut que faire reculer le PIB », selon Ariel Emirian. Le FMI table sur une baisse de 2,8 % cette année.

ALLEMAGNE

Une grève d'ampleur menace le secteur du bâtiment

Une grève nationale, sans précédent depuis 2002, menace dans le secteur du bâtiment en Allemagne après le rejet par le patronat d'un accord salarial concernant quelque 930.000 travailleurs.
"Maintenant, nous faisons grève, massivement", a déclaré Robert Feiger, dirigeant du syndicat de la construction IG BAU, dans un communiqué, sans préciser de date.
Le patronat dénonce de "graves lcaunes" dans la proposition d'accord L'accord salarial validé en avril par les syndicats prévoit notamment une augmentation mensuelle de 250 euros à compter du 1er mai 2024. Une nouvelle augmentation serait prévue le 1er avril 2025, de 4,15% dans l'ouest de l'Allemagne et de 4,95% dans l'est du pays.
"Ce n'est plus nous, IG BAU, qui sommes responsables de la grève, mais les entreprises du bâtiment elles-mêmes", a déclaré Robert Feiger, les invitant à expliquer aux opérateurs les raisons pour lesquelles les projets de construction de logements, d'autoroutes et d'industries seraient retardés.
Le représentant du patronat, Uwe Nostitz, fait état de "graves lacunes" dans la proposition d'accord, telles que des incohérences dans la rémunération des stagiaires qui auraient reçu moins d'argent au cours de leur deuxième année que de leur première.

PROJET DE LOI AGRICOLE EN FRANCE

Le gouvernement subit un revers à l'Assemblée nationale

Les députés ont rejeté la création de «groupements fonciers agricoles d'investissement», en commission.
Le gouvernement a subi un revers dans la nuit de vendredi à samedi sur un article contesté de son projet de loi agricole, qui entend créer des «groupements fonciers agricoles d'investissement» (GFAI), pour selon lui lever des obstacles à l'installation de nouveaux agriculteurs. Selon l'exécutif, ces groupements doivent permettre de lever de l'argent auprès d'investisseurs publics ou privés afin d'acheter des terres, et les louer à de nouveaux agriculteurs, alors délestés du besoin de financer l'achat. «Dans les cinq à dix années qui viennent, un grand nombre de surfaces agricoles vont se libérer, vont changer de main de propriétaire», a insisté le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau, arguant que de plus en plus de terres sortaient du cercle familial, et que les nouveaux arrivants étaient confrontés à des difficultés pour financer l'achat du terrain. Le rapporteur général Éric Girardin (Renaissance) a appelé à créer un outil pour «capter de l'épargne et permettre à ce groupement d'acheter du foncier et le louer à de nouveaux installés». Face aux craintes soulevées par toute l'opposition et certains élus macronistes, il avait prévu de soumettre une réécriture de l'article pour intégrer davantage de garde-fous, notamment une période de dix ans avant que le groupement puisse revendre la terre, pour limiter les phénomènes de spéculation. Mais les députés ont adopté les amendements de suppression par 24 voix contre 16.

«Article scélérat»

«La priorité du foncier serait de réparer la dérégulation», a déclaré le député socialiste Dominique Potier, quand l'Insoumise Aurélie Trouvé a fustigé un «article scélérat» qui «vise à tuer l'agriculture familiale en faveur de l'agriculture capitaliste». «Les Françaises et les Français ne comprendront pas que des acteurs privés, parfois étrangers, investissent dans des terres agricoles avec pour seule fin la rentabilité», a abondé l'écologiste Lisa Belluco. «On va rendre les agriculteurs locataires à vie d'un outil de production qu'ils ne posséderont plus», a jugé le député RN Grégoire de Fournas.
Francis Dubois (LR) et Charles de Courson (Liot) ont tous deux évoqué leur crainte d'un «renchérissement du foncier agricole». «Il n'y a aucune intention du gouvernement de déréguler le foncier», a répondu le ministre, soulignant que «l'augmentation du (prix du) foncier est déjà existante». Une nouvelle réécriture de l'article pourrait être proposée pour le passage du texte dans l'hémicycle, attendu à partir du 14 mai.

MALAISIE

Microsoft annonce investir 2,05 mds euro dans l'IA et le cloud

Microsoft s'est engagé jeudi à investir 2,05 milliards d'euros en Malaisie dans l'intelligence artificielle (IA) et le cloud pour aider à développer l'infrastructure d'IA du pays, a annoncé le géant de la tech dans un communiqué.
"Aujourd'hui, Microsoft a annoncé qu'il investira 2,2 milliards de dollars (2,05 milliards d'euros, ndlr) au cours des quatre prochaines années pour soutenir la transformation numérique de la Malaisie - l'investissement le plus important de ses 32 années de présence dans le pays", indique le groupe dans son communiqué publié alors que le directeur général de Microsoft, Satya Nadella, prononçait un discours à Kuala Lumpur.
M. Nadella, qui effectue un déplacement dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, avait annoncé mardi un autre investissement d'1,7 milliard de dollars (environ 1,6 milliard d'euros) en Indonésie dans l'intelligence artificielle et le cloud computing, après avoir rencontré le président indonésien. L'investissement en Malaisie aidera à construire une infrastructure d'IA et de cloud dans le pays, en créant un centre d'excellence en IA et en offrant une formation en IA jusqu'à 200.000 Malaisiens, a précisé le patron de Microsoft.
"Nous nous engageons à soutenir la transformation de l'IA en Malaisie et à garantir qu'elle profite à tous les Malaisiens", a déclaré M. Nadella dans le communiqué.

Partenariat de 13 milliards de dollars avec OpenAI

"Nous voulons vraiment nous assurer que nous disposerons d'une infrastructure de classe mondiale dans le pays afin que chaque organisation, chaque développeur de logiciels, chaque start-up puisse l'utiliser non seulement pour construire pour ce pays, mais pour le monde et la région", a-t-il déclaré dans son discours. L'intelligence artificielle devrait contribuer à hauteur de 1.000 milliards de dollars (environ 934 milliards d'euros) au produit intérieur brut (PIB) de l'Asie du Sud-Est d'ici 2030, la Malaisie prévoyant qu'elle en recevrait plus d'un dixième, selon une étude du cabinet de conseil international Kearney citée dans le communiqué. Microsoft a débuté ses opérations en Malaisie en 1992, selon son site officiel, et emploie plus de 200 personnes dans ses bureaux de Kuala Lumpur et dans l'Etat de Penang. Le groupe a été salué par les investisseurs depuis qu'il a activement poussé au déploiement de l'IA générative, à commencer par son partenariat de 13 milliards de dollars avec OpenAI, le créateur de ChatGPT, en 2023.

FERRARI 12 CILINDRI

L'ode au V12

Une nouvelle Ferrari à moteur V12, c'est toujours un événement. Davantage encore à l'ère de l'électrification, alors imaginez lorsqu'il y en a deux et que le cheval cabré les baptise tout simplement « Douze Cylindres ».

Ferrari et le V12, c'est une histoire d'amour initiée par le "Commendatore" aux prémisses de la marque. Enzo Ferrari avait érigé en religion cette architecture jugée parfaite pour la compétition et la route, surtout dans un esprit GT. Dès lors, les coupés Gran Turismo animés par un V12 constituent l'épine dorsale de Ferrari. Outre la mythique 250 GT0, d'autres modèles ont posé des jalons importants tels que la 365 Daytona, la F550 Maranello ou encore la 812 Superfast aux performances stratosphériques. cette dernière a donc droit à une descendance. Une nouvelle Ferrari qui devrait être la dernière à disposer d'une motorisation V12 atmosphérique purement technique. SIgne des temps, Ferrari double la mise avec la variante découvrable lancée en même temps que le coupé.

Ferrari 12 Cilindri – le style

Si les designers du cheval cabré s'en défendent, parlant d'un design moderne sans relents passéistes, impossible de ne pas déceler dans cette 12 Cilindri un hommage appuyé à la 365 Daytona de 1968. Outre la proue qui intègre le « masque » de l'aïeule, les proportions restent fidèles aux codes de Maranello : capot immense, habitacle rejeté à l'arrière et poupe légèrement tronquée et typée fastback. Ferrari ne néglige pas la modernité avec le dessin de la lunette arrière en « aile delta » ou le traitement des feux. Surtout, on salue le retour à davantage d'élégance et de simplicité, même si l'obsession pour la maîtrise des flux d'air ne s'est pas évanouie pour autant.
Ferrari est assez fière de son double flap aérodynamique breveté qui prend la forme de deux volets mobiles au sommet de chaque aile arrière. Les deux éléments bougent de manière solidaire et automatique entre 60 et 300 km/h. Selon les besoins, ils peuvent augmenter l'appui – jusqu'à 50 kg à 250 km/h - et la stabilité de la voiture ou optimiser la trainée aérodynamique, voire servir d'aérofrein. Si le style est plus fluide, Ferrari ne renonce pas à une aérodynamique complexe au niveau des soubassements, du diffuseur et a particulièrement travaillé le dessin des ouïes du capot ou des rétroviseurs, notamment.

Moteur, spécifications et performances

Succédant à la 812 Superfast et ses déclinaisons, la nouvelle Ferrari à moteur V12 s'érige en dernier des Mohicans de ce type de cathédrale mécanique sans assistance respiratoire ni support électrifié. Dès lors, Ferrari lui a offert un prénom faisant office de manifeste : 12 Cilindri – prononcez dodici cilindri - soit douze cylindres en italien. Dérivé de celui de la 812 Competizione, il délivre ici 830 ch à 9250 tr/min - avec un rupteur à 9500 tr/min - pour un couple de 678 Nm à 7250 tr/min dont 80% disponibles dès 2500 tr/min. Noblesse oblige, il conserve une musicalité à nulle autre pareille en dépit de normes antipollution toujours plus drastiques. Grazie mille ! Une cavalerie qui n'aura aucun mal à mouvoir les 1560 kg - à sec, comptez plus de 1700 kg en ordre de marche - du coupé.

Avec un tel monstre associé à une boîte robotisée double embrayage à 8 rapports, les performances ne font pas dans la dentelle : plus de 340 km/h, le 0 à 100 km/h en 2,9 s et moins de 7,9 s pour atteindre 200 km/h. Le freinage n'est pas en reste : 31,4 m pour passer de 100 à 0 km/h et 122 m de 200 km/h à l'arrêt.

Châssis

Parmi les astuces techniques développées pour cette 12 Cilindri, Ferrari met l'accent sur son système de roues arrière directrices. Non seulement leur fonctionnement est indépendant des roues antérieures, mais la roue gauche et la roue droite peuvent adopter un angle de braquage différent pour optimiser la stabilité et la précision de conduite à haute vitesse ou augmenter encore l'agilité en combinaison avec l'empattement réduit de 20 mm par rapport à la 812 Superfast. Surtout, Ferrari a soigné la dynamique mécanique – roues arrière directrices et répartition des masses 48,4/51,6 – et électronique avec la dernière variante des SSC (Side Slip Control), eDiff, capteur 6D, etc. Assez pour assurer l'illusion d'un quelconque talent de pilotage au premier venu ou pour maximiser les aptitudes des as du volant.

Habitacle et technologie

Véritable GT dans l'âme et les gènes, la Ferrari 12 Cilindri est une stricte deux places qui accueille ses occupants dans un habitacle en double alcôve. Outre le tableau de bord numérique de 15,6" et l'écran central tactile de 10,25", le passager peut bénéficier de sa propre dalle multimédia de 8,8", en option. Voyageuse au long cours, la 12 Cilindri soigne ses occupants avec un arsenal ADAS complet, Apple CarPlay et Android Auto sans fil et offre tout le confort nécessaire : sièges électriques et chauffants, système audio de haute volée signé Burmester et pouvant atteindre 1600 W… au cas où la mélodie du V12 ne suffirait pas. Voyager à deux le temps d'un weekend... ou même plus ne posera donc pas de problème, à plus forte raison avec le coffre de 270 l plutôt généreux pour deux.

Prix et livraisons

Désireux de surprendre ses clients et les Ferraristi en général, Ferrari a décidé de présenter la version découvrable de la 12 Cilindri simultanément au Coupé. Une première dans l'histoire des modèles V12 du cheval cabré. La Spider accuse 60 kg de plus sur la balance que le coupé (1560 kg à sec), en reprend à l'identique les spécifications mais sera environ 10 % plus chère que ce dernier, annoncé à 395.000 € en Italie. Les premières livraisons devraient débuter au quatrième trimestre 2024.

VICTORIA SHI

La nouvelle recrue du ministère ukrainien des Affaires étrangère est une IA

Mise au point par le ministère ukrainien des Affaires étrangères, Victoria Shi est une IA destinée à compléter la mission de l'actuel porte-parole de la diplomatie du pays, Oleg Nikolenko.

Son nom est Shi, Victoria Shi. Sa mission, qu'elle a acceptée sans broncher, sera de renforcer le travail de diplomatie ukrainienne en se contentant de commenter les affaires consulaires. Si son visage ne vous dit rien, c'est plutôt normal. Et si ses traits vous sont familiers, c'est plutôt normal également.
Car derrière ce visage presque parfait, et une tenue sobre de circonstance, se cache une intelligence artificielle.
Quant à son physique, il est inspiré de celui de la chanteuse et influenceuse ukrainienne Rosalie Nombre.
Mais pour lui tenir la bride afin d'éviter que Victoria Shi ne dérape, le ministère des Affaires étrangères a déployé tout un staff humain, chargé de son côté de rédiger et contrôler tout ce que l'IA dira.

Une IA sous étroite surveillance et sécurisée

Surveillance, contrôle et sécurité, les trois maîtres-mots pour faire de Victoria Shi un allié dans la diplomatie ukrainienne. L'IA est surveillée en temps réel par des analystes humains. Ils vérifient ses réponses et s'assurent qu'elle ne communique que des informations exactes et appropriées.
Des algorithmes de détection d'anomalies surveillent également son comportement. En cas de réponses incohérentes ou suspectes, une alerte serait aussitôt déclenchée pour couper court au dérapage pouvant entraîner la propagation de fake news.
Le ministère des Affaires étrangères a également mis en place des protocoles stricts pour le contrôle de Victoria Shi. Elle ne peut pas répondre à des questions en dehors de son domaine d'expertise, qui se limite aux affaires consulaires. Et à tout moment, les experts chargés de la contrôler peuvent la désactiver si nécessaire, par exemple si une crise diplomatique venait à éclater, laissant la place à de « vrais » diplomates, spécialistes de la communication.
Enfin, Victoria Shi est hébergée sur des serveurs sécurisés, isolés du reste du réseau du ministère. Cela réduit les risques de piratage ou d'accès non autorisé. Ses logiciels sont mis à jour régulièrement pour corriger les éventuelles vulnérabilités.
Le ministère a également mis en place un QR code pour vérifier l'authenticité des vidéos de Victoria Shi. Cela permet d'éviter la diffusion de deepfakes ou de contenus falsifiés. « En l'absence de ce QR code ou en présence d'un QR code renvoyant vers tout autre site, la vidéo ne peut pas être considérée comme authentique » tient à rassurer le Ministère.

Victoria Shi, l'atout progressiste de l'Ukraine qui s'inscrit dans une stratégie de dépoussiérage d'une diplomatie conservatrice

C'est le 1er mai 2024 que Victoria Shi a été présentée au reste du monde par voie de communication officielle, le ministère des Affaires étrangères lui-même. Cheveux ramassés en un chignon impeccable, col roulé noir aussi sobre que solennel, Victoria Shi s'exprime aussi bien en anglais qu'en ukrainien, sous des traits physiques plus vrais que nature. « Mon prénom est le symbole de notre principal objectif, la victoire de l'Ukraine, et mon nom de famille est l'intelligence artificielle qui m'a créée », se décrit-elle dans une vidéo publiée sur le compte X.com (ex-Twitter) du ministère ukrainien des Affaires étrangères. Mais au-delà de la performance technologique, Victoria Shi suit d'autres objectifs. Optimiser les ressources diplomatiques et renforcer la communication internationale de l'Ukraine. Grâce aux interventions de Victoria Shi, l'Ukraine gagne du temps et des ressources.
« Les vrais diplomates pourront être plus efficaces et plus concentrés sur d'autres tâches pour aider les citoyens », a indiqué le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, pendant que Victoria Shi gérera les questions consulaires courantes.
Toujours disponible, car ni malade ni fatiguée et n'ayant aucune vie privée, Victoria Shi peut fournir des réponses instantanées 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. En cas de crise ou d'événement urgent, elle peut rapidement diffuser des informations sans délai.
Enfin, et cela semble important pour l'Ukraine, la création d'un avatar IA comme porte-parole est innovante et attire l'attention.
Le ministre s'en félicite. « La diplomatie, pas seulement en Ukraine, mais partout dans le monde, a toujours été un milieu conservateur qui était parmi les derniers à innover. Nous changeons cela. La diplomatie ukrainienne renforce ses capacités à utiliser les avancées technologiques, ce qu'aucun autre service diplomatique dans le monde n'a encore fait », explique-t-il. Avec Victoria Shi, il semble que la stratégie de l'Ukraine est de combiner efficacité, innovation et sécurité pour améliorer sa communication diplomatique.

Brèves

Claude d'Anthropic arrive sur iOS

Les fournisseurs de modèles d'IA savent que le futur se trouve dans la spécialisation et dans la mobilité. Anthropic s'engage dans cette seconde voie avec la mise à disposition de son assistant IA Claude sur iOS d'Apple. L'éditeur revendique la même utilisation que sur le web mobile y compris la synchronisation de l'historique et la prise en charge de l'analyse des photos ». Dans le même temps, Anthropic a dévoilé une gamme tarifaire nommée Teams à 30 dollars HT par mois avec un accès à Claude 3 (dernière version du LLM) et des fenêtres contextuelles à 200 000 tokens. Une manière de concurrencer GPT-4 d'OpenAI et de monétiser son offre.

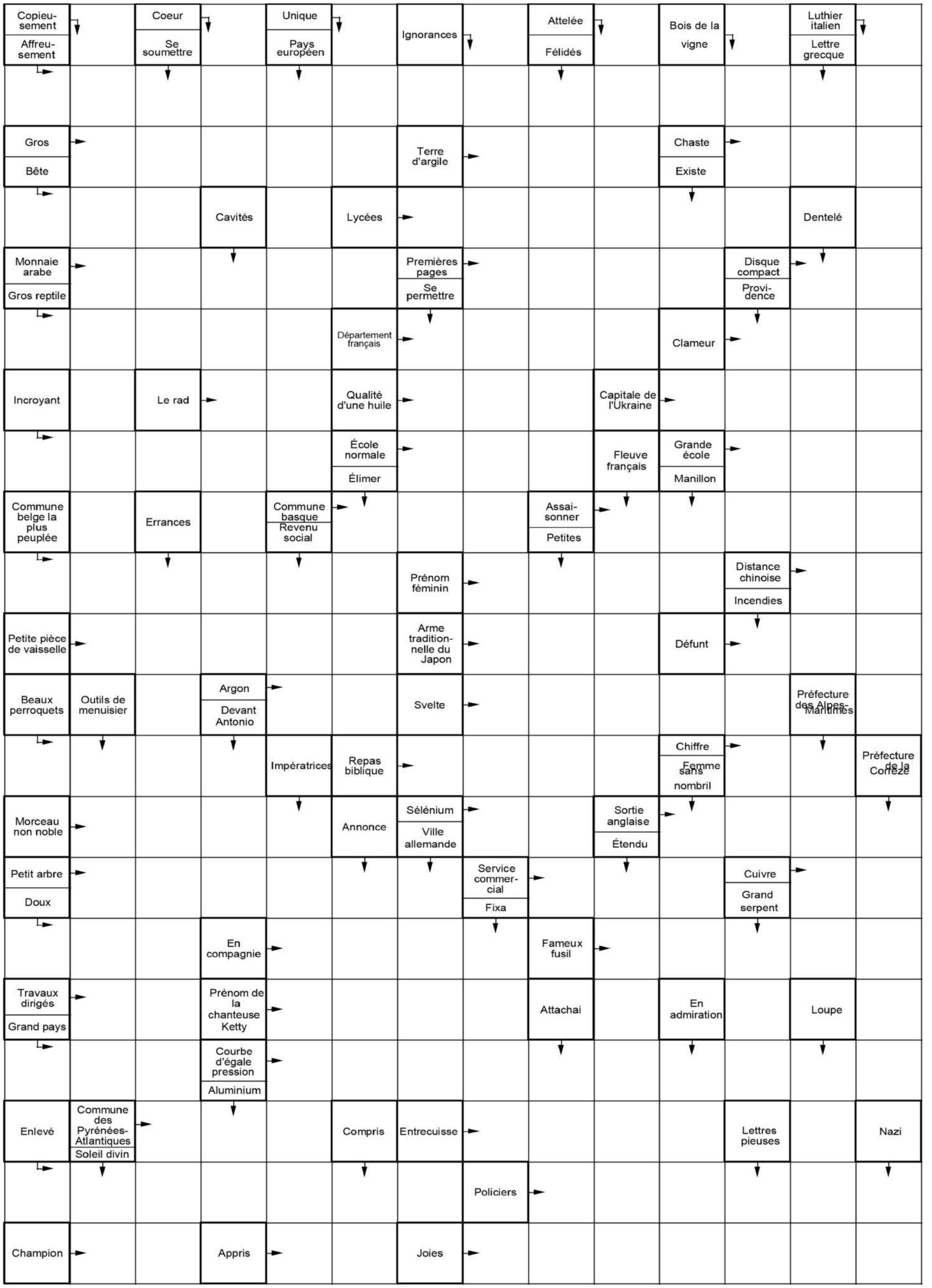
Microsoft interdit son IA à la police US

La firme de Redmond a réaffirmé l'interdiction faite aux services de police américains d'utiliser l'IA générative pour la reconnaissance faciale par le biais d'Azure OpenAI Service.
Cette position a même été intégrée dans les conditions générales du service cloud où il est spécifié que le bannissement concerne « la technologie de reconnaissance faciale en temps réel » sur les caméras mobiles, telles que les caméras corporelles et de surveillance, pour tenter d'identifier une personne dans des environnements « incontrôlés, dans la nature ». La décision intervient quelques semaines après l'annonce faite par Axon, un fabricant de caméra corporelle et qui a intégré GPT-4 pour résumer les données audio des caméras corporelles.

L'Allemagne grogne sur Iris2

La constellation européenne de satellites pour fournir un accès Internet haut débit concurrent à celui de l'américain Starlink a du plomb dans l'aile selon le journal allemand Handesblatt. Le ministre de l'économie Robert Habeck a envoyé une lettre au commissaire Thierry Breton pour se plaindre du dérapage du coût du projet, 12 Md€ soit une hausse de 40% sur l'enveloppe initiale. Dans le document, le ministre estime aussi que la France a obtenu la part du lion dans le projet et réclame la suspension de l'appel d'offre initial. Un premier cadre l'année dernière avait retenu Airbus et Thales Alenia Space pour la partie française, Hispasat et SES pour la partie espagnole et OHB et Deutsche Telekom pour l'Allemagne.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 5 mai 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

7 morts et 343 blessés en 48 heures

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret, avec 3 morts et 6 blessés, suite à une collision entre deux véhicules sur la RN N 14, commune Sabaine, daïra de Mahdia, précise la même source. D'autre part, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 15 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et de chauffe bain de leurs domiciles dans plusieurs wilayas du pays.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 11 incendies urbains et divers, dont celui d'El M'Ghair qui s'est déclaré à l'intérieur d'une cuisine dans une habitation sise au lieu dit village Ma El Zahre, commune et daïra de Djamaa.

SANTÉ

Intégrer des méthodes novatrices pour améliorer la gestion du diabète

Des médecins internistes et des diabétologues ont plaidé, vendredi à Alger, pour l'introduction de dispositifs innovants tels que la pompe à insuline pour améliorer la prise en charge du diabète, notamment chez les femmes enceintes et les patients atteints de diabète de type 1.
Lors d'une conférence de presse consacrée à la prise en charge du diabète, le chef de service de médecine interne à l'EPH de Birtraria, Pr. Amar Tebaibia, le chef de service d'endocrinologie-diabétologie au CHU Ben Badis (Constantine), Pr. Nassim Nouri, et le chef d'unité de diabétologie au CHU Mustapha Pacha, Pr. Houssem Baghous, ont appelé à l'introduction de dispositifs innovants dans la prise en charge du diabète.
Il s'agit notamment de la pompe à insuline, qui permet de gérer son diabète sans devoir s'injecter de l'insuline par des piqures plusieurs fois par jour. Ces dispositifs, qui ont révolutionné la prise en charge de cette maladie dans les pays où ils ont été introduits, peuvent contribuer à réduire le coût du traitement, selon les spécialistes.
Certains services dans des établissements hospitaliers du pays ont d'ores et déjà expérimenté ces pompes à insuline, en attendant l'élaboration de recommandations nationales et la sélection des services et unités concernés par l'utilisation de ces dispositifs, en vue de définir les priorités en la matière et de permettre ainsi à la Caisse nationale des assurances sociales de rembourser ce dispositif « onéreux », notamment pour les enfants et les femmes enceintes, ont fait savoir les praticiens.
Soulignant l'importance d'un mode de vie sain, les internistes et les diabétologues ont tiré la sonnette d'alarme sur le régime alimentaire « riche en sucre, gras et sel » répandu actuellement dans la société algérienne, qui, selon eux, entraînera une « catastrophe sanitaire » à l'avenir, avec une hausse exponentielle des maladies chroniques.
Ils ont, par ailleurs, mis en garde contre les publicités mensongères sur Internet concernant certains produits censés prévenir ou gérer le diabète et d'autres maladies, mais qui en réalité présentent un véritable danger pour la santé des citoyens.

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

L'appel du ministre des Finances aux Banques

Le ministre des Finances, M. Laaziz Faïd, a présidé, hier samedi, à l'École Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger, la tenue des travaux de l'Assemblée Générale de l'Association Professionnelle des Banques et des Institutions Financières (ABEF), en présence du président de ladite association ainsi que des directeurs généraux des banques.
L'objectif était de présenter le bilan des activités ainsi que les perspectives du programme de travail de l'ABEF.
Cette occasion a permis au ministre de rencontrer les présidents et les directeurs généraux des banques afin d'évaluer la situation actuelle de la performance des banques ainsi que les perspectives professionnelles du secteur bancaire. Dans son discours d'ouverture, le ministre des Finances a souligné que l'amélioration de la performance du secteur bancaire est un processus continu qui se réalise à travers le développement constant des métiers de la banque, un rôle que joue l'Association Professionnelle des Banques et des Institutions Financières en se concentrant sur la modernisation des métiers bancaires en Algérie. Il a appelé à intensifier les efforts pour élargir et diversifier le financement de l'investissement et pour généraliser les opérations de sensibilisation des citoyens dans le cadre de la diffusion de la culture financière, ainsi qu'à lancer des produits bancaires innovants répondant aux besoins des citoyens, tout en élargissant le réseau bancaire.
Le ministre a mis l'accent également sur la généralisation de l'utilisation des moyens de paiement électronique, en plus de développer les performances des banques nationales à l'étranger ainsi que les services de cashless mobile banking pour faciliter les opérations de paiement et de transfert dans le but de renforcer l'inclusion financière.
Outre les missions confiées à l'association, principalement liées au développement des métiers bancaires, à la modernisation des technologies bancaires, aux prêts, ainsi qu'au développement de la politique de formation dans le domaine bancaire, l'association a élargi le travail des comités techniques dans le secteur bancaire et financier pour suivre le développement et la modernisation des métiers bancaires, notamment en raison de la dynamique et des changements économiques et technologiques importants que connaît le secteur bancaire.
Dans ce contexte, M. Faïd a appelé à intensifier le travail de ces comités pour suivre les évolutions mondiales, tout en renforçant le rôle de la communication interne et externe pour promouvoir des sujets importants pour les citoyens, tels que la culture financière.
Le ministre a, par ailleurs, salué la contribution de l'Abef à l'enrichissement du débat pour la mise à jour de plusieurs lois, notamment la loi sur le commerce électronique et la loi monétaire et bancaire, adoptées l'année dernière, ainsi que le projet de loi commerciale, considéré comme un véritable atout pour le développement économique du point de vue juridique et réglementaire.
Le ministre des Finances a également salué les efforts déployés par toutes les institutions bancaires et financières pour réussir le processus d'ouverture du capital de la Banque Populaire Algérienne, fruit d'un travail collectif visant à obtenir des résultats positifs bénéfiques pour l'économie nationale, rappelant le rôle important des institutions financières et des sociétés de leasing dans le financement et l'accompagnement des acteurs économiques ainsi que le financement de l'investissement national.

S R.

CLÔTURE DU CAMP DE PRINTEMPS SPÉCIALISÉ DU CSJ

Pour le renforcement du rôle des clubs universitaires

Les activités du camp de printemps spécialisé organisé par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) ont été sanctionnés, vendredi soir à Alger, par un communiqué final plaidant pour le renforcement du rôle des clubs universitaires dans la dynamique nationale.
La cérémonie de clôture de ce camp de printemps, auquel ont participé plus de 300 étudiants des différents clubs universitaires du pays, a été présidée par le président du CSJ, Mustapha Hidaoui, en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, du Conseiller du président de la République chargé de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la culture, Mohamed Seghir Saâdaoui, et du doyen de la Faculté de médecine d'Alger, Pr. Merzak Gharnaout.
Dans leur communiqué final, les étudiants ont appelé à "étendre l'influence des clubs universitaires au-delà du milieu universitaire" et à "renforcer leur rôle dans la dynamique nationale".
Ils ont également appelé à "mettre en avant le rôle efficient que joue le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans le développement des capacités et des aptitudes de la jeunesse". Les étudiants ont en outre salué les initiatives du CSJ, "fruit d'une volonté politique au plus haut niveau, reflétée par les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", soulignant que "l'instance constitutionnelle a accueilli avec grand intérêt cette importante initiative de jeunes, ouvrant les perspectives d'un travail organisé à même de contribuer durablement à l'encadrement optimal des jeunes des clubs universitaires".
Les participants ont, par là même, appelé le CSJ à intensifier les efforts pour renforcer les cadres de communication directe avec et au sein des clubs universitaires et favoriser ainsi "une participation effective à la vie publique, la consécration des valeurs de citoyenneté et de civisme et le principe de démocratie participative dans les différents espaces de jeunes".
En marge de la cérémonie, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a souligné que l'organisation de ces camps était de nature à "donner plus de vitalité et de dynamisme aux étudiants innovants et aux jeunes qui constituent l'avant-garde de l'Algérie nouvelle", relevant la concrétisation de l'engagement du président de la République à faire de l'Université algérienne une locomotive d'innovation et de créativité et un chef de file de diverses activités de l'Algérie nouvelle.
Pour sa part, M. Saâdaoui a rappelé que le président de la République avait placé les étudiants et les jeunes au centre de ses intérêts, ajoutant que ce à quoi ont assisté aujourd'hui les enfants du CSJ "n'est que l'incarnation d'une réalité qui s'est concrétisée dans le système juridique régissant la vie politique dans le pays".
De son côté, M. Hidaoui a précisé que ces camps visaient à "renforcer la participation de la jeunesse algérienne à la vie publique et politique" et à "rassembler les étudiants autour de notions liées aux aptitudes de vie" afin que la jeunesse algérienne "puisse appliquer et ancrer les convictions". A cette occasion, le responsable a annoncé l'organisation durant le mois en cours de cinq (5) autres camps destinés à toutes les catégories de jeunes pour "la mise en œuvre de la feuille de route relative à la consolidation d'un ensemble de convictions et d'aptitudes".
Le camp de printemps, qui a ouvert ses portes jeudi dernier, a vu l'organisation d'ateliers de formation et de rencontres interactives sous la supervision d'enseignants et d'experts, ainsi qu'une simulation du processus électoral.